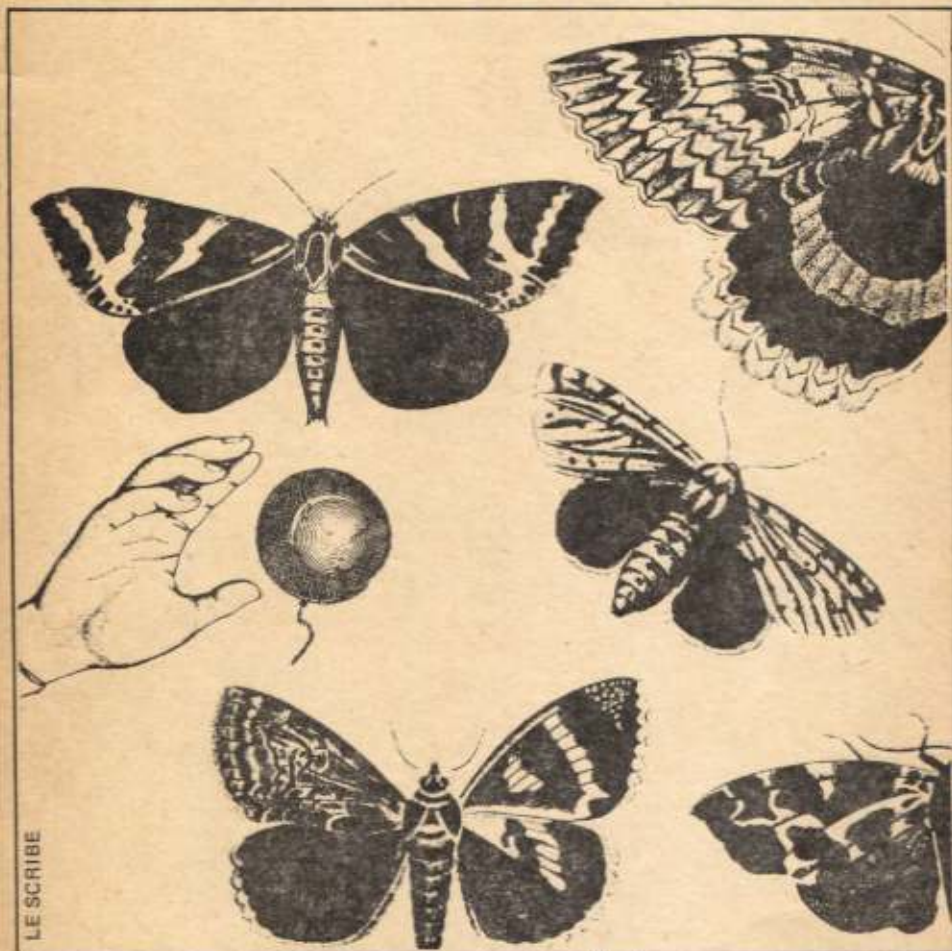


# Espagne révolutionnaire

1866 – 1936 | 39



anarchisme  
et non-violence 29

ESPAGNE

RÉVOLUTIONNAIRE

1864 - 1936-39

# introduction

La suppression de l'Etat et la révolution qui s'opère quand les travailleurs assument les tâches habituellement concédées aux patrons, aux fonctionnaires, aux bureaucrates par la restructuration de tous les organismes essentiels à la vie, selon un mode de fonctionnement fédératif, ne sont pas un mythe ni une utopie. C'est parce que des hommes ont déjà tenté, avec un certain succès, de donner des solutions aux questions sociales auxquelles nous sommes confrontés et dans un sens qui nous convient que nous revenons en arrière dans le temps, et non par goût pour les archives : un enseignement doit se dégager, une théorisation s'élaborer des multiples expériences ; que ce soient des conseils allemands, hongrois et autres, des communes chinoises, des kibboutzim israéliens, de l'autogestion yougoslave et algérienne, de la Commune de Paris...

Quant à nous, ici, et pour cette fois, nous nous limiterons aux « collectivisations » et « syndicalisations » espagnoles de 36-39 : elles ont démontré, malgré les imperfections et les difficultés, la possibilité de réalisations libertaires et l'efficacité d'une gestion par les travailleurs.

L'interpénétration des expériences nous conduit à un nouveau seuil, à une nouvelle vision du monde qu'un terme à la mode résume, réduit à un schéma : l'autogestion.

L'autogestion se veut réponse à la concentration économique sinon au centralisme politique.

Il est admis maintenant que la concentration économique aboutit à des déséquilibres dangereux pour la survie des nations ; en revanche, dans des unités de gestion plus petites, à la mesure de l'homme, l'ouvrier a la possibilité de prendre en charge la production ; son intérêt psychologique est un facteur de rentabilité. Dans les pays développés, le centralisme politique se révèle stratégiquement fragile : le point central de décision plus facilement destructible laisserait sans réaction la périphérie qui a perdu l'habitude des initiatives ; actuellement, la tendance correctrice, réformatrice à ce handicap se formule dans la « participation », la « régionalisation », etc.

Dans les pays en voie de développement, le pouvoir de l'Etat n'a pas encore absorbé et détruit les traditions et coutumes d'autonomie des villages ; provisoirement, il en tient compte. L'Espagne de 1936 était un pays en voie de développement déjà fortement industrialisé dans certaines régions.

Ce que nous voulons essayer, ici, dans le cadre pourtant étroit de notre publication, c'est de donner une vue élargie du processus révolutionnaire espagnol qui ne serait pas réduit à la période de la guerre, puis insister sur les réalisations constructives de la révolution. Si la partie précédant la révolution occupe beaucoup de place, c'est pour bien montrer que l'Espagne ne s'est pas réveillée brusquement anarchiste un beau jour de 1936, mais qu'il y avait un certain nombre d'antécédents traditionnels favorisant les idées que l'on a coutume d'associer au « communisme libertaire ». Il ne nous est pas possible de dire si cette influence est toujours directe ou si c'est seulement une relation intellectuelle de cause à effet, mais nous en tenons compte.

Si les collectivités ont surgi, elles ne sont pas un fait inopiné suscité par des groupuscules, mais le fruit de la convergence d'un long processus historique, d'un militantisme de longue haleine dans les organisations de masse des travailleurs et de certaines pratiques traditionnelles, à un moment précis où le pouvoir n'existait plus que de nom, la rébellion des militaires l'ayant réduit à rien. Nous n'acceptons pas que cette période soit réduite à un simple affrontement entre fascistes et républicains et non plus à une révolution faite par les anarchistes seuls.

Nous voudrions contribuer à détruire le mythe d'une révolution libertaire pure et inattaquable sans pour autant en prendre le contrepied. La façon d'interpréter la révolution espagnole conditionne les rapports entre anarchistes et les rapports des anarchistes avec l'extérieur ; pourtant nous n'avons pas abordé, sinon cité, un certain nombre de « problèmes classiques » : la participation des anarchistes au pouvoir, la militarisation des milices, les implications de la politique internationale, les différents problèmes de politique intérieure, etc.

Plus importante et plus intéressante nous paraît l'entrée des idées de la 1<sup>re</sup> Internationale dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol. C'est comme le commencement du temps révolutionnaire qui va se poursuivre pendant trois générations d'hommes, de militantisme patient, de propagande inlassable, d'échecs répétés, de sacrifices, pour déboucher, pour se concentrer dans un laps de temps très court, deux ou trois ans de « communisme libertaire ».

Faire une révolution libertaire, même avec une préparation maximale des militants, même avec le concours des organisations de masse, est une chose. La réalité espagnole de ce temps en est une autre. Il a fallu compter avec :

- les différentes tendances libertaires ;
- tous les autres secteurs révolutionnaires ;
- la bourgeoisie au pouvoir ;
- les communistes hostiles ;
- les fascistes, l'armée, etc.

donc avec la violence, avec la guerre, phénomènes qui coexistent avec la création et l'existence d'une nouvelle société. Les « non-violents », actuellement, n'ont ni suffisamment d'imagination ni suffisamment de force pour contrebalancer la violence révolutionnaire. Les collectivités espagnoles n'auraient pas vu le jour sans la résistance armée des anarchistes. Et l'on peut affirmer qu'il y a eu une radicalisation des luttes inhérente à la violence. La stratégie non violente procède-t-elle de façon totalement différente ? N'y a-t-il pas une possibilité de radicalisation propre aux luttes sans violence et que la violence serait incapable d'atteindre ? Les effets de la violence organisée peuvent avoir des conséquences désastreuses pour la qualité de la révolution. Par ailleurs, une révolution n'est jamais ni complète ni terminée. Il subsiste des zones, des régions, des nations qui ne vivent pas en régime autogéré et avec lesquelles pourtant des échanges sont nécessaires, d'où compromis.

On ne s'improvise pas spécialiste de l'organisation ni de la gestion économique, fût-on dûment élu par une assemblée de travailleurs, d'où difficulté de se passer d'un certain nombre de techniciens, de spécialistes, d'où nécessité de la formation technique des militants.

Cette révolution a eu ses difficultés propres, ses bavures qu'il conviendrait de mettre au jour ; nous pouvons citer :

- le néo-capitalisme ouvrier : concurrence entre les entreprises autogérées ;
- les différences de salaires et la diminution excessive et trop rapide des horaires de travail pendant la révolution et la guerre ;
- la planification a péché par manque de fédérations d'industries et à cause de la politique divergente des anarchistes et des communistes (voir à ce propos la question des oranges et du riz).

D'autres points pourront ressortir qu'il conviendrait peut-être de traiter séparément et de façon plus approfondie ; en attendant

nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs plus exigeants la lecture des livres que nous avons délibérément pillés, du moins pour certains :

- « **Les Anarchistes espagnols et le Pouvoir, 1868-1969** », de César M. Lorenzo, éd. du Seuil, 430 p., 28 F.
- « **L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire** », de Frank Mintz, édit. Béliabaste, 188 p., 24 F.
- « **Espagne libertaire, 36-39** », de Gaston Leval, éd. du Cercle et éd. de la Tête de Feuilles, 400 p., 35 F.
- « **Le Labyrinthe espagnol, origines sociales et politiques de la guerre civile** », de Gerald Brenan, éd. Ruedo ibérico, 280 p., 21 F.
- « **La Révolution et la Guerre d'Espagne** », de Broué et Témime, éd. de Minuit, 466 p., 30 F.

Certains de ces livres fournissent d'abondantes bibliographies qui permettront au lecteur de se faire une idée personnelle sinon objective.

Et il ne leur est pas interdit de venir travailler avec nous ou plus simplement de nous faire part de leurs critiques, car nous sommes conscients de la perfectibilité de notre travail.

Le plan suivi n'est sans doute pas le reflet exact de la réalité, mais une vision schématique et partielle qui mériterait corrections et nuances. Nous l'adoptons en attendant mieux :

- 1 — la doctrine sociale de l'Eglise aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, la pratique communaliste, l'idée communautaire et la solidarité paysanne ; les idées fédéralistes et cantonalistes, ainsi que le coopérativisme et le syndicalisme plus récents ;
- 2 — le mouvement ouvrier organisé avec l'influence décisive de la 1<sup>re</sup> Internationale ;
- 3 — la révolution, la guerre et la défaite.

---

**Doctrine sociale de l'Eglise...**


---

Il serait fâcheux qu'on voie dans ce qui suit un essai de réhabilitation de cette institution. Pourtant, il nous faut reconnaître que le christianisme a eu un impact social important. En fait, à partir du III<sup>e</sup> siècle, les revendications sociales seront animées par des hommes ayant subi l'influence de l'Eglise romaine. Eléments marginaux sans doute...

Il semble qu'une large partie de l'Eglise espagnole des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles ait été porteuse d'un certain nombre d'idées collectivistes, idées propres à la tradition catholique espagnole, d'après lesquelles on doit donner à chacun selon ses besoins et non selon ses mérites : principe éminemment socialiste. Avec sans doute beaucoup de bienveillance, sinon d'aveuglement, G. Brenan, dans « le Labyrinthe espagnol », décrit l'Eglise de ce temps comme une institution égalitaire où sont librement discutées des théories sociales de type communiste. Le collectivisme des Incas suscite beaucoup d'admiration chez les missionnaires, et le père Acosta, en 1590, recommandait l'application du socialisme d'Etat Inca en Espagne (mis en pratique par les Jésuites au Paraguay). « Le plus grand des historiens espagnols », le père Mariana, proclamait l'illégalité de la propriété privée bien qu'il préconise l'intervention de l'Etat pour répartir les richesses naturelles. « C'est pour nous un devoir d'humanité de mettre à la disposition de tous les hommes les richesses que Dieu leur a données. A tous il a donné la terre en patrimoine, afin qu'ils vivent de ses fruits. Seule une cupidité effrénée peut pousser certains à revendiquer ce don du ciel et à s'approprier la nourriture et les richesses destinées à tout le genre humain. Ces biens communs que les hommes, dans leur corruption, se sont partagés, Dieu ne voulait pas qu'ils fussent le monopole d'une minorité, mais qu'une partie en fut réservée pour soulager les souffrances du peuple... Dans une République où certains sont gavés de richesse et où d'autres manquent du plus strict nécessaire, ni la paix ni le bonheur ne sont possibles. » (« De rege et regis institutione » du père Mariana, 1599.)

De la même façon, l'enseignement social de l'Eglise, tout particulièrement des Evangiles, a laissé un impact émotionnel très fort sur les paysans andalous : on prête à la Vierge Marie, patronne de l'Andalousie, des paroles où elle exprime sa joie de voir les puissants détrônés, les pauvres exaltés, ceux qui ont faim abondamment

pourvus, etc. De même, les Aragonais chantent : « La Vierge du Pilar dit qu'elle ne veut pas de la couronne ; qu'on la donne plutôt aux pauvres qui vont demandant l'aumône. » A noter l'influence des missionnaires protestants implantés auprès des riches familles andalouses qui faisaient le commerce du vin avec l'Angleterre.

Après la confiscation des biens du clergé et des moines (1835), l'Eglise allait accentuer son mouvement vers la bourgeoisie et la réaction. La doctrine sociale de l'Eglise n'est reprise vraiment par les masses que lors des révoltes paysannes de type millénariste.

---

### La pratique communaliste

---

Quand, en 1936, dans les régions sous influence anarchiste, certains petits villages se débarrassèrent « spontanément » de leur conseil municipal, qui ne les représentait pas, pour le remplacer par le « syndicat », c'est-à-dire le rassemblement des hommes et femmes valides et au travail, pouvait-on vraiment parler de spontanéité ? (Ajoutons que souvent les détenteurs du pouvoir s'étaient enfuis, effrayés.) Il n'y avait là aucune création de l'anarchisme, mais un retour à des coutumes anciennes, médiévales, lorsque le village était gouverné par l'assemblée de tous les adultes qui élisait le « conseil ouvert » : le pouvoir communal. Par la suite, l'institution se dénatura par l'introduction d'abus de toutes sortes, sauf pourtant dans les plus petits villages où cet usage est signalé encore au XVIII<sup>e</sup> siècle, et plus tard encore dans la Castille, le Leon et en d'autres endroits. Une loi fut même élaborée pour leur accorder un statut légal.

---

### L'idée communautaire et la solidarité paysanne

---

Dans son livre, « le Collectivisme agraire en Espagne », Joaquin Costa a sans doute décrit avec trop de bienveillance les habitudes de solidarité des paysans espagnols, mais il semble que ces pratiques furent originales à l'Espagne. Brenan, quant à lui, cite : le « système communautaire familial », post-tribal, qui a contribué au développement de l'esprit d'entraide chez les paysans de la région pyrénéenne, les traditions transmises par les Vaccéens, tribu ibère qui chaque année redistribuait les terres. Cas également de villages au nord du Guadarrama possédant et cultivant encore leurs terres en commun.

Autre origine des communautés rurales : Brenan les fait remonter au Moyen Age quand « les rois et les nobles, désireux de repeupler



les immenses landes désertes qui séparaient les monts Cantabriques des territoires occupés par les Maures, firent alors des conditions avantageuses à des communautés de serfs affranchis (ou familias de criacion). Ils octroyèrent deux sortes de chartes : la première, la « carta puebla » ou « carta de poblacion », était un simple contrat conclu entre le seigneur et la communauté, la seconde, « fuero » municipal, accordait au village des privilèges juridiques et une certaine autonomie ; elle devait être approuvée par le roi. Dans les deux cas, chaque famille recevait un solar (une ferme avec son jardin, sa grange et son aire) et les terres allaient à la communauté chargée de les distribuer périodiquement. »

Déjà en 1812, la constitution de Cadix de style très libéral reprenait, pour en faire des lois, certains antiques « fueros », droits collectifs provinciaux ou communaux.

Quand, en 1836, le député libéral Florez Estrada proposa la nationalisation des grands domaines et biens communaux, il voyait là « une solution de collectivisme agraire conforme à la tradition espagnole ».

Unamuno, influencé par Tolstoï et Marx, a recherché le caractère socialiste traditionnel dans le mouvement carliste populaire. En octobre 1895, voici ce qu'il écrivait à J. Costa :

« Il est un événement peu étudié, me semble-t-il, dans notre histoire contemporaine : c'est la dernière guerre civile carliste. J'en ai été témoin et en grande partie victime dans mon enfance. Par la suite, je me suis employé à l'étudier, et voici près de huit ans que je fais des recherches sur ses causes et ses raisons.

« On y découvre, entre autres choses, un grand fond de socialisme rural. J'ai recueilli d'anciennes proclamations, des journaux carlistes, etc. ; de tout cela, je pourrais composer une étude sur les éléments de socialisme dans la dernière guerre civile. Mais ce qu'il y a de vraiment curieux, c'est un plan de gouvernement présenté à don Carlos, en 1874, par José Indalecio de Caso, don Julio Nombela (qui habite encore notre ville) et le chanoine Vincent Manterola. Ce plan contient par exemple ce qui suit :

- « 1. — Il y aura des certificats de profession au lieu de certificats d'identité ; celui qui ne justifie pas d'une profession ne pourra même pas ester en justice ;
- « 2. — On imposera à l'aristocratie l'obligation de fonder et de diriger des colonies agricoles ;
- « 3. — Les gens aisés seront forcés de prendre en tutelle des orphelins pauvres (le plan dit : « ordonner ce qu'ordonne la charité ») ;

« 4. — Considérant qu'on gouverne pour les riches aux dépens des pauvres et que *ce devrait être le contraire...* la petite propriété sera dispensée de tout tribut, de tous frais d'inscription et autres dépens, moyennant une surtaxe *progressive* sur la grande propriété » ;

« 5. — « Le travail sera représenté par le travail. »

« Enfin, il y aurait de quoi recopier en entier cette très curieuse utopie sociale, *selon un plan et un schéma symétrique*. Si cela vous intéresse, vous pouvez trouver l'ensemble, avec mention du sort qui lui a été réservé, au chapitre I, livre V de Julio Nombela, « Derrière les tranchées, dernières pages de la guerre et de la paix de 1868 à 1876 » (Madrid, 1876, 2<sup>e</sup> édition).

« Quant à moi, je pourrais ajouter à ce projet bon nombre de proclamations et de manifestes et des extraits de brochures carlistes, antérieurs à la guerre, qui montrent que les idées résolument favorables à la décentralisation (guerre à la ville) et socialistes contenues dans ce projet exprimaient le sentiment des masses carlistes. Lorsque Dorado a traduit « le Socialisme catholique » de Nitti, je lui ai parlé de ce plan remarquable et aujourd'hui presque ignoré, qui me paraît un bon précédent doctrinal. Et je n'ai pas abandonné le projet d'écrire quelque chose sur ce qu'on peut appeler le socialisme carliste, en utilisant les matériaux que j'ai réunis pour un autre ouvrage en préparation. Je me borne, pour l'instant, à attirer votre attention sur ce document.

« J'espère aller pour ces fêtes dans un village en pleine campagne où j'ai entendu parler il y a un an de coutumes économiques telles que celle de léguer la terre prise à ferme (ou : les terres vierges défrichées) au fils cadet ou, s'il y a quelque enfant infirme ou handicapé, à celui-là de préférence. Je vous enverrai aussitôt les données que je pourrai recueillir. »

---

### L'idée fédéraliste

---

Bien que les idées de Proudhon aient été vraisemblablement répandues avant, Pi y Margall traduisit, en 1868, « Du principe fédératif ». C'était une base théorique pour l'opposition espagnole qui luttait contre la politique centralisatrice castillane, et une contribution au développement du puissant mouvement fédéraliste : fédéralisme politique qui n'atteignait pourtant que la petite bourgeoisie. Cependant, le fédéralisme proudhonien en Espagne et notamment celui de Pi y Margall sont loin de n'avoir qu'un aspect politique : sociétés de résistance, de secours mutuel et coopératives

en font partie, s'y rattachent, en portent l'influence. A noter en parallèle que le mouvement carliste se caractérisait entre autres par une recherche d'autonomie régionale.

Le fédéralisme s'annonçait comme un système protégeant les libertés municipales. « Le fédéralisme est un système dans lequel divers groupes humains, sans perdre leur autonomie propre, sont associés et subordonnés à d'autres groupes semblables dans le but de réaliser des objectifs communs. C'est, de plus, le type d'organisation qui convient le mieux à notre pays dont les provinces, autrefois royaumes indépendants, sont maintenant encore profondément divisées par leurs lois et leurs coutumes particulières. Ainsi, dans toutes les grandes crises que notre pays a traversées depuis le début du siècle, les provinces ont commencé par rechercher en elles-mêmes leur sécurité et leur force, sans perdre de vue l'unité essentielle du pays tout entier. » (« Las nacionalidades » de Pi y Margall.)

---

### Le coopérativisme

---

En 1840, la première coopérative de consommation était fondée à Barcelone ; c'est le fouriériste Garrido qui introduit l'usage des coopératives en Espagne. En 1845, à Madrid, il lançait le premier journal d'inspiration socialiste, « la Atraccion ». Les coopératives allaient se développer surtout en Catalogne et dans la région de Séville.

En 1913, on comptait 51.462 membres dans les coopératives.

En 1932, la Fédération nationale des coopératives se donne 64.000 membres pour 366 sociétés coopératives.

En 1935 : 120.000 membres, 465 sociétés (un an après en Catalogne seulement, 88.233 membres pour 205 coopératives).

---

### Le syndicalisme

---

Depuis 1835, et sans doute avant, il existait de nombreuses sociétés ouvrières de résistance ; cependant c'est en 1854 que naît en Catalogne la première association importante de type syndical : « l'Union des classes ».

---

 1864 Fondation de l'Association Internationale des Travailleurs.
 

---

Si les points cités précédemment sont importants parmi les facteurs qui permettent une meilleure compréhension des expériences collectivistes de 1936, l'apport capital sera sans conteste l'entrée dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol des idées de la 1<sup>re</sup> Internationale ou plutôt de la part libertaire de l'Internationale : la pensée de Bakounine. Marx ne croyait pas à la possibilité d'une révolution socialiste à brève échéance en Espagne (voir ce qu'il en écrivait peu avant). Cependant, les quatre premières années, le Conseil général de l'A.I.T., à Londres, s'occupera huit fois de l'Espagne, et des relations étaient déjà établies entre l'Espagne et l'A.I.T. :

sept. 1865 : conférence de la 1<sup>re</sup> Internationale à Londres. Plans incluant l'Espagne, mentionnés dans « El Obrero », Barcelone, nov. 1866.

déc. 1865 : « L'Association », Paris, annonce un congrès ouvrier à Barcelone.

sept. 1866 : Mollard de Bare est au Conseil général à Londres.

sept. 1868 : La Ligue sociale républicaine de Barcelone envoie un représentant au Congrès de Londres.

Si l'on en croit la tradition, c'est l'Italien Giuseppe Fanelli qui se fait le porte-parole de Bakounine en débarquant à Barcelone en 1868, car Bakounine ne mettra jamais les pieds en Espagne. Cependant, Casimiro Marti montre que Fanelli n'a pas eu l'importance qu'on lui prête. Des contacts ont eu lieu avant. Pourtant, furent touchés dès ce moment Fernando Garrido, le coopérateur (qui avait déjà rencontré Bakounine en 1864), un groupe de fédéralistes, puis Anselmo Lorenzo qui deviendra célèbre dans le mouvement anarchiste ; Gonzalez Morago aussi, considéré comme le premier anarchiste espagnol. En partant, Fanelli laissait les statuts de l'Alliance de la démocratie sociale et des textes de Bakounine.

En 1869, Farga Pellicer et Gaspar Sentinon rencontrent Bakounine au congrès de l'Internationale à Bâle et confrontent leurs idées avec son programme : la société égalitaire, le collectivisme, la suppression de l'héritage, l'abstentionnisme politique, l'idée révolutionnaire à outrance. Très rapidement, l'enthousiasme souleva des milliers d'adeptes avec pour projet : « l'anarchisme en politique, le collectivisme en économie, l'athéisme en religion. »

Dès 1870, un congrès de l'Alliance était convoqué à Barcelone. Il comprenait « 90 délégués, représentant 150 sociétés provenant de 36 localités », soit 40.000 travailleurs mandatés. De ce congrès sortit la Fédération régionale espagnole de l'Internationale qui s'inspira directement de textes rédigés par Bakounine. Dans le discours d'ouverture, Farga Pellicer déclarait : « Nous souhaitons voir finir le règne du capital, de l'Etat et de l'Eglise ; et sur leurs ruines, nous voulons construire l'anarchie, libre fédération d'associations libres groupant des travailleurs libres. »

En 1872, au Congrès de Cordoue (25 déc. 72-2 janv. 73) furent approuvées les décisions du congrès de Saint-Imier (15 sept. 72) qui marquait la rupture définitive entre marxistes et anarchistes. Là seront adoptées les bases fondamentales de l'anarchisme :

« La destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat, toute organisation d'un pouvoir politique dit provisoire et révolutionnaire ne peut être qu'une duperie et serait tout aussi dangereuse pour le prolétariat que le pouvoir politique actuel. »

Etait mise sur pied l'organisation type de l'anarchisme espagnol avec une fédération formée de sections locales et professionnelles souverainement indépendantes, libre à tout moment de quitter la Fédération : le conseil fédéral centralisé devenait bureau de la correspondance et de la statistique, sans aucune autorité.

En 1872, le programme de l'Alliance était publié dans « la Federación » :

1. L'Alliance souhaite en premier lieu l'abolition complète des différentes classes de la société, puis l'égalité économique et sociale de toutes les personnes des deux sexes. A cette fin, elle réclame la suppression de la propriété privée et du droit d'héritage...
2. Elle souhaite l'égalité pour les enfants des deux sexes (éducation, alimentation, promotion sociale...)
3. Hostile à tout despotisme, elle rejette l'Etat sous toutes ses formes et condamne toute action révolutionnaire dont le but immédiat n'est pas le triomphe de la cause des travailleurs sur le capital ; elle souhaite en effet que tous les Etats politiques et autoritaires actuellement existants ne servent plus qu'à assurer le fonctionnement des services publics.
4. Elle refuse de participer à toute action fondée sur un prétendu patriotisme et sur la rivalité entre nations.
5. Elle se déclare athée, souhaite l'abolition de tous les cultes, le remplacement de la foi par la science et de la justice divine par la justice humaine.

---

1873 Après cinq ans de crise monarchique, proclamation de la République qui durera moins d'un an. Pi y Margall, chef du parti fédéraliste, élu président.

Soulèvement cantonaliste auquel participent les anarchistes.

---

Le coup d'Etat militaire de janvier 1874, annonçant une restauration de la monarchie, va plonger dans la clandestinité les organisations ouvrières. Les journaux libertaires sont interdits, les militants déportés, incarcérés ou exécutés. Pendant sept ans, ce sera la persécution. Elle provoquera un durcissement des militants qui vont alors avoir recours à la violence systématique et aux assassinats. Le congrès clandestin (tenu en juin 1874) de la Fédération régionale espagnole reconnaîtra « comme un devoir l'exercice des représailles ». Dans un manifeste aux travailleurs il déclarait : « Dès ce jour, et jusqu'à ce que nos droits soient reconnus, ou que la Révolution sociale ait triomphé, tout exploiteur, tout oisif vivant de la rente, tout capitaliste parasite et jouisseur qui, confiant dans l'impunité que lui promet l'Etat, aura commis envers nous une offense grave ou aura violé nos droits, tombera sous les coups d'un bras invisible, et ses propriétés seront livrées au feu, afin que notre justice ne s'accomplisse pas au profit des héritiers légaux. »

---

1876 Mort de Bakounine. Celui-ci exerça-t-il, comme le laisse entendre Casimiro Martí, une sorte de dictature morale ? Martí attribue au caractère même du bakouninisme les tendances autoritaires ultérieures de l'anarchisme espagnol ; tendances qui tiendront lieu de marxisme, le « remplaceront » jusques et y compris dans la nuance conseilleriste.

---

En 1878, paraît le dernier numéro du bulletin de la Fédération jurassienne. Naissance du « Révolté » de Kropotkine. Une nouvelle théorie : le communisme anarchiste.

---

1879 Fondation du Parti socialiste.

---

1881, en février, une conférence extraordinaire marque la fin de la F.R.E. Retour au pouvoir du libéral Sagasta qui octroie à nouveau le droit d'association et de réunion qui permettra une relance de l'Internationale sous le nom de Fédération des travailleurs de la Région espagnole. Voici un passage du manifeste de la nouvelle Fédération : « Notre organisation, purement économique, est dis-

tincte et opposée à celle de tous les partis politiques bourgeois et ouvriers qui sont organisés en vue de la conquête du pouvoir politique tandis que nous nous organisons pour que les Etats politiques et juridiques actuellement existants soient réduits à des fonctions simplement économiques, en établissant à leur place une libre fédération de libres associations de producteurs libres. On comprend donc que nous soyons les adversaires de toute politique parlementaire et les champions décidés de la lutte économique, de la politique destructrice de tous les privilèges et de tous les monopoles dus à l'injuste organisation de la société actuelle. »

Deux tendances s'opposent. César Lorenzo les définit ainsi : d'un côté « les vieux militants de formation bakouninienne et les nouveaux venus séduits par le communisme anarchiste de Kropotkin : et de Malatesta. » Les premiers préconisaient le syndicalisme, l'action de masse, la grève générale et un certain centralisme pour aboutir à une société socialiste où seuls les moyens de production seraient collectivisés et où chaque travailleur serait rétribué « selon ses œuvres ». Les seconds repoussaient toute organisation sous prétexte de combattre les moindres germes de bureaucratie, de temporisation avec le capital et de réformisme soporifique ; ils vantaient le mérite des groupes autonomes, de l'initiative révolutionnaire individuelle et du terrorisme pour atteindre sans transition une société communiste intégrale où n'existerait plus la propriété privée des biens de consommation, où chacun produirait selon ses forces et consommerait selon ses besoins (suppression de la monnaie, « prise au tas », travail libre dans la joie), où il n'y aurait ni autorité ni loi puisque les hommes, naturellement bons, auraient réduit à l'impuissance une minorité de méchants : patrons, banquiers, spéculateurs, marchands, gardiens de prison, militaires, policiers, législateurs, prêtres, gros propriétaires, politiciens.

« Les « collectivistes » ou anarcho-syndicalistes purs triomphèrent au congrès de Séville (septembre 1882) ; ils recommandèrent la pru-

---

\* « Le communisme anarchiste fit son apparition dès la mort de Bakounine en juillet 1876. Il fut conçu par les Italiens qui l'adoptèrent au congrès de Florence d'octobre 1876 et le propagèrent dans toute l'Europe. Pierre Kropotkine systématisa par la suite cette nouvelle doctrine tout en condamnant le terrorisme prôné par certains exaltés ; ses avertissements furent vains cependant : anarcho-communisme et terrorisme devinrent presque des synonymes. Errico Malatesta défendit pour sa part les activités insurrectionnelles, ce que l'on appellera dorénavant la « propagande par le fait » alors que cette expression signifiait à l'origine la divulgation des idées révolutionnaires au moyen de réalisations constructives. Au congrès d'Amsterdam, en 1907, Malatesta s'écriera : « Le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légaliste et conservateur, sans autre but accessible — et encore ! — que l'amélioration des conditions de travail. »

dence, la réflexion, déconseillèrent l'abus des grèves et condamnèrent les activités insurrectionnelles ; selon eux, il fallait accomplir un travail préparatoire de longue haleine avant d'entreprendre la Révolution sociale, éduquer les ouvriers, renforcer l'organisation syndicale afin qu'elle puisse remplacer l'Etat et les organismes bourgeois de gestion. Pourtant, les « anarcho-communistes » ou communistes libertaires l'emportèrent vite en Andalousie, profitant de l'ignominieux « complot de la Main noire » monté de toutes pièces par la police et les éléments réactionnaires dans le but de décapiter les organisations de paysans. Des milliers d'ouvriers agricoles, de parias de la terre, furent incarcérés, torturés, déportés, proscrits ou exécutés (1881-1883). Ces mesures répressives absurdes ne firent qu'exaspérer le paysan andalou, elles permirent le foisonnement des commandos de représailles et des sociétés secrètes, chers aux « communistes », qu'elles se proposaient justement d'étouffer dans l'œuf. Il était donc tout à fait naturel que dans une telle ambiance le syndicalisme, qui nécessitait un minimum de liberté pour se développer, disparût dans les régions du Sud ; les « collectivistes » se retranchèrent alors en Catalogne. »

Cette lutte de tendance sera la cause de la désintégration de la Fédération, de sa dissolution au congrès de Valence en 1888.

---

#### 1888 Création de l'U.G.T., syndicat socialiste.

---

Vers 1889, les anarcho-syndicalistes se regroupaient discrètement dans une petite fédération catalane : le Pacte d'union et de solidarité des travailleurs de la Région espagnole, mais pour disparaître vers 1896.

1891. Période de terrorisme à Barcelone : répression.

1892. Des journaliers se soulèvent à Jerez de la Frontera : répression.

1893 sept. Fallas tente d'abattre le général Martinez Campos : répression.

1893 nov. Santiago Salvador lance une bombe : plusieurs morts.

1896 juin. Autre bombe dans une procession : des centaines d'anarchistes et d'anticléricaux arrêtés et torturés. Scandale dans l'opinion publique internationale.

1897 : août. Angiolillo assassine Canovas, premier ministre.

1898. A partir de ce moment le terrorisme va être discrédité : la grève générale sera proclamée alors la seule arme révolutionnaire. (L'introduction de l'idée de grève générale en Espagne vient du syndicalisme révolutionnaire français ; elle est introduite telle quelle



sans chercher si elle correspond réellement à la situation du moment.) Sur un mouvement pédagogique populaire très ancien va se greffer un important courant en faveur de la création d'écoles rationalistes : « l'école moderne » de Francisco Ferrer deviendra célèbre. Ferrer déclarait alors ne plus croire à l'action violente, mais resta très lié aux anarchistes.

1900. Nouvelle apparition de l'Internationale (ancienne façon) : c'est la Fédération des sociétés ouvrières de la Région espagnole, à Madrid, qui, un an après, estimait représenter 73.000 travailleurs.

1901. La grève générale révolutionnaire est déclenchée à Gijon, La Corogne et Séville ; en 1902 à Barcelone, où la ville est entièrement paralysée pendant 36 heures. L'échec de cette grève se solde par 40 morts. De 1903 à 1905, il y aura des grèves d'inspiration anarchiste en Andalousie.

Cependant, dès 1902, un regroupement de travailleurs, « Solidarité ouvrière », essaie de mettre en place une organisation syndicale qui, quelque temps après, avec l'alliance de militants socialistes, va s'élever au rang de centrale syndicale neutre, apolitique, pour la défense des intérêts matériels des travailleurs. Cette centrale se démarque nettement de la Fédération régionale espagnole ; cette dernière en se sabordant en 1905 mettra en quelque sorte le point final à l'Internationale.

Ces années verront une suite d'événements qui amèneront les anarchistes espagnols à revoir leur position par rapport aux syndicats.

Il n'est pas dit que l'influence du syndicalisme français soit prépondérante, mais on y retrouve des idées des anarcho-syndicalistes français comme Pelloutier, mort en 1901. En 1907, le congrès anarchiste d'Amsterdam, parce qu'il recommandera aux militants d'entrer dans les syndicats, est important pour l'anarchisme. Le facteur essentiel est sans doute l'émeute de juillet 1909 à Barcelone, « la semaine tragique », provoquée par la mobilisation des réservistes pour la guerre du Maroc, qui se transforma en insurrection de la Catalogne avec proclamation de la grève générale révolutionnaire. Plus de cent morts sont comptés quand les insurgés se rendent : de nombreux syndicalistes sont arrêtés et Ferrer accusé d'être le principal instigateur des troubles est fusillé en octobre. Un choc psychologique secoua les travailleurs qui adhérèrent alors en masse aux syndicats. Ce fut le cas des ouvriers anarchistes qui mirent alors les réformistes en minorité. « Solidarité ouvrière », gonflée de l'apport anarchiste, s'installait au niveau national, renouant avec l'anarcho-syndicalisme mûri, plus dur. La C.N.T. (Confédération

nationale du travail, syndicat anarchiste, mais pas seulement composée d'anarchistes) était créée le 1<sup>er</sup> novembre 1910.

En septembre 1911, date de son premier congrès, la C.N.T. comptait 30.000 membres, mais, déclarée hors la loi après une grève générale de protestation contre la guerre du Maroc (le premier ministre sera assassiné par un anarchiste), elle se retrouve à 15.000 en 1915 ; pour atteindre 74.000 en 1918, 350.000 à la fin de 1918 et 760.000 fin 1919 :

les anarchistes bénéficient de l'enthousiasme pour la révolution russe, encore mal connue. La C.N.T. adhère à l'Internationale syndicale rouge en 1920 ; elle en sortira rapidement après le voyage de ses délégués Pestaña et Leval à Moscou en 1921 et l'écrasement des anarchistes ukrainiens. A signaler aussi le boom économique, conséquence de la Première Guerre mondiale. Le million de membres atteint en 1921 fera de ce syndicat, sous influence anarchiste, le premier d'Espagne.

Cette époque sera très agitée : l'état de siège, l'état de guerre, la loi martiale, le lock-out répondent au sabotage, au boycottage, aux attentats, à la grève. Les militants sont abattus par les tueurs professionnels ; les syndicats en possèdent également : 700 assassinats politiques sont à signaler en Catalogne de janvier 1919 à décembre 1923. C'est le temps des « pistoleros ». En 1920, les anarchistes de Saragosse attaquent les casernes...

Cependant, quand Primo de Rivera prendra le pouvoir en 1923, la C.N.T. replongera dans la clandestinité. La dictature était la réponse de la bourgeoisie aux grèves partielles ou générales qui se sont succédé de 1911 à 1923 où l'U.G.T. (socialiste) est souvent unie à la C.N.T. Le même phénomène se produira partout où un mouvement révolutionnaire mettra en danger le pouvoir établi : en Italie avec Mussolini, au Portugal avec Salazar, en Pologne avec Pilsudski, etc.

---

1921 Fondation du Parti communiste espagnol. Le marxisme ne « prendra » pas en Espagne, du moins jusqu'aux années 30, sous une autre forme que diffuse, purement nominale. « L'aide russe » modifiera la situation.

---

La C.N.T. interdite luttera difficilement. Par contre, l'U.G.T. profitera de cette période : Largo Cabalero, son secrétaire, collaborera avec Primo de Rivera, il sera dans cette période membre du Conseil d'Etat.

En juillet 1927, la F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique) était créée, d'abord pour lutter contre la dictature de P. de Rivera et par la suite pour s'opposer à la tendance réformiste de la C.N.T. La F.A.I., c'était « l'organisation spécifique anarchiste » avec à sa base des groupes autonomes. Les faïstes entreprirent la conquête de la C.N.T. pour en chasser les réformistes, les francs-maçons, les marxistes et les mous. En 1930, chute de Primo de Rivera. Des élections communales sont alors organisées pour tâter le terrain, en avril 1931. La C.N.T. jusque-là antiélectorale y participera (un argument : faire libérer 30.000 détenus politiques) : ce sera le triomphe de la gauche et la chute de la monarchie. La république est proclamée. Aux élections législatives de juin 1931, républicains et socialistes seront au pouvoir.

A ce moment se tient un congrès de la C.N.T. où triomphent les idées « réformistes ». La F.A.I. s'appliquera à en empêcher toute application, ce qui ne se fera pas sans violences. La réplique sera donnée dans le Manifeste des trente dont voici quelques passages significatifs :

« Aux camarades, aux syndicalistes, à tous.

« L'histoire nous dit que les révolutions ont toujours été faites par les minorités audacieuses qui ont poussé le peuple contre les pouvoirs constitués. Mais pour qu'elles fassent la révolution, suffit-il qu'elles se le proposent ? Suffit-il qu'elles le veuillent pour que la destruction du régime au pouvoir soit un fait ? Nous allons le voir.

« Un beau jour, ces minorités, qui comptent parmi elles quelques éléments agressifs, profitant d'une surprise, affrontent la force publique, se mesurent à elle et provoquent le fait violent qui peut nous conduire à la révolution.

« Une préparation rudimentaire, quelques éléments de choc pour commencer, et c'en est assez. On se fie, pour le succès de la révolution, au courage de quelques individus et à l'intervention problématique des foules qui les seconderont quand ils seront descendus dans la rue.

« Pour vaincre les mastodontes de l'Etat, nul besoin de rien préparer ni de compter sur quoi que ce soit, ni de penser à autre chose qu'à se précipiter dans la rue.

« Penser que l'Etat a des moyens de défense formidables, qu'il est difficile de le détruire tant que les ressorts de son pouvoir, son économie, sa justice, son crédit moral et économique ne seront pas ébranlés par les malversations et les maladresses qu'il commet,

l'immoralité et l'incapacité des dirigeants et l'affaiblissement des institutions, penser qu'avant cela l'Etat peut être détruit, c'est perdre son temps, oublier l'histoire et méconnaître la psychologie humaine elle-même. Or on oublie cela, on est en train de l'oublier actuellement et on finit par oublier jusqu'à la morale révolutionnaire. On confie tout au hasard, on attend tout de l'imprévu, on croit aux miracles de la Sainte Révolution, comme si la révolution était une panacée, et non un fait douloureux et cruel que l'homme doit créer au prix de la souffrance de son corps et de la douleur de son esprit.

Ce concept de révolution, fils de la plus pure démagogie, patronné pendant des dizaines d'années par les partis politiques, qui ont cherché et souvent réussi à prendre d'assaut le pouvoir, a, paradoxalement, des défenseurs dans nos milieux et il a été réaffirmé par certains groupes de militants. On y verse, sans s'en apercevoir, dans tous les défauts de la démagogie politique : des défauts qui nous conduiraient, si la révolution se faisait et triomphait dans ces conditions, à la remettre entre les mains du premier parti venu, ou à prendre le pouvoir pour gouverner nous-mêmes, comme un quelconque parti politique.

« Pouvons-nous, devons-nous adhérer, la Confédération nationale du travail peut-elle adhérer à cette conception catastrophique de la révolution, du fait, du geste révolutionnaire ?

*« La révolution simpliste conduira au fascisme républicain.*

« Face à ce concept simpliste, classique et quelque peu spécial, qui nous conduirait actuellement à un fascisme républicain, nous disons bien un fascisme déguisé sous le bonnet phrygien, il en est un autre, le vrai, le seul qui ait un sens ouvert et pratique, celui qui peut nous conduire, qui nous conduira indéfectiblement à notre objectif final.

« Ce dernier requiert non seulement la préparation d'éléments agressifs, de moyens de combat, mais celle d'éléments moraux : ils sont aujourd'hui les plus forts, les plus destructeurs et les plus vulnérables.

« La révolution ne se fie pas à la seule audace des minorités — plus ou moins audacieuse — elle doit être le mouvement irrésistible du peuple en masse, de la classe travailleuse qui chemine vers sa libération définitive, des syndicats et de la Confédération qui déterminent le fait, le geste et le moment propice à la révolution.

« Ne pas croire qu'elle est seulement ordre et méthode, voilà certes qui doit entrer pour beaucoup dans sa préparation et dans la réali-

sation même ; mais on doit aussi laisser assez de place à l'initiative individuelle, au geste et à l'acte qui incombe à l'individu.

« Face au concept incohérent et chaotique des uns se dresse celui des autres, ordonné, prévoyant et cohérent. Le premier équivaut à jouer à la mutinerie, à l'algarade, à la révolution.

« C'est, en réalité, retarder celle-ci. La différence est donc considérable. Pour peu qu'on y songe, on remarquera les avantages des deux procédés. Que chacun décide lequel il adoptera.

« Le lecteur comprendra aisément que nous n'avons pas écrit et signé ce qui précède par fantaisie, pour le plaisir capricieux de voir nos noms au bas d'un écrit à caractère public et de nature doctrinale.

« Notre décision est prise : nous avons adopté une position que nous estimons nécessaire aux intérêts de la Confédération et qui se rattache à la deuxième des conceptions de la révolution exposées plus haut.

*« Ceux qui nous proposent la révolution simpliste se changeront en dictateurs.*

« Nous voulons une révolution née d'un profond sentiment populaire, comme celle qui se forge aujourd'hui et non une révolution qui nous serait offerte et que prétendent apporter quelques individus qui, s'ils y arrivaient, et quel que soit leur nom, se changeraient en dictateurs au lendemain de leur triomphe.

« Mais cela, c'est nous qui le voulons et le désirons. La majorité des militants de la Confédération le veulent-ils aussi ? C'est ce que nous souhaitons élucider, ce qu'il faut mettre au clair dès que possible.

« La Confédération est une organisation révolutionnaire ; elle ne cultive pas l'algarade, la mutinerie, elle n'a pas le culte de la violence pour la violence, de la révolution pour la révolution.

« Dans cette conviction, nous nous adressons à tous les militants. Nous leur rappelons que l'heure est grave et nous soulignons la responsabilité que chacun va prendre en agissant ou en s'abstenant.

« Si, aujourd'hui, demain, après-demain, on les incite à un mouvement révolutionnaire, qu'ils n'oublient pas qu'ils se doivent à la Confédération nationale du travail, à une organisation qui a le droit de se contrôler elle-même, de veiller sur ses propres mouvements, d'agir de sa propre initiative et de se décider par volonté propre ;

que c'est la Confédération qui, suivant ses propres voies, doit dire comment, quand et dans quelles circonstances elle doit agir, qui est dotée d'une personnalité et de moyens propres pour faire ce qu'elle a à faire.

« Que tous sentent le caractère décisif du moment exceptionnel que nous vivons. Qu'ils n'oublient pas que l'acte révolutionnaire peut échouer aussi bien que mener à la victoire, et que dans ce cas on doit tomber avec dignité ; dans la révolution, tout acte sporadique conduit à la réaction et au triomphe des démagogues.

« Maintenant, que chacun adopte l'attitude qu'il estime la meilleure. Vous connaissez la nôtre. Fermes dans cette décision, nous la maintiendrons à tout moment et en tout lieu, même si, ce faisant, nous sommes emportés par le courant contraire. »

(Extraits du Manifeste des 30, Barcelone, août 1931)

Les « trentistes » expulsés de la C.N.T. se retrouvent dans les « syndicats d'opposition ». Dans les années qui suivent, les anarchistes accentueront la « gymnastique révolutionnaire » qui doit conduire à l'instauration du communisme libertaire ; la source d'inspiration essentielle sera l'expérience ukrainienne animée par Makhno, Archinov, Voline, etc.

Il nous a paru utile de reproduire ces textes des anarchistes russes qui ont fortement influencé les camarades espagnols :

« Destruction immédiate de la réaction : Pendant l'insurrection, nous devons, à la première occasion favorable, procéder à l'expropriation immédiate de tous les moyens de production et de tous les produits de consommation et rendre le monde ouvrier le maître réel de toute la richesse sociale. En même temps, nous devons détruire tous les restes de l'autorité étatiste et de la domination de classe (...), détruire tous les actes juridiques de la propriété privée, tous les enclos, tout droit exclusif (...), fusiller les chefs militaires et policiers les plus en vue (...), nous devons être impitoyables, car la moindre faiblesse de notre part pourra coûter dans la suite à la classe ouvrière toute une mer de sang. » (« Notre tactique », anonyme, « le Réveil », 27-7-1921).

« Spontanéité révolutionnaire : La première période de la révolution russe a démontré que le peuple lui-même, sans direction d'un parti quelconque, procède à l'expropriation des terres et des fabriques, et la réalise sur une échelle beaucoup plus vaste qu'avec l'aide des décrets gouvernementaux ou avec l'intervention d'un gouvernement « révolutionnaire »... (« le Réveil », 6-8-21)

« Organisation de l'économie : Une foule de comités volontaires ou élus doivent, à notre avis, se créer pour répartir tout ce qui a été exproprié (...). L'échange et la répartition équitables d'objets nécessaires à la ville et au village constitueront la troisième partie de notre tactique créatrice. » (*Ibidem*)

« Défense de la révolution et antimilitarisme : Les bolchévistes ont recruté leur armée rouge ; nous proposons l'armement de tout le peuple insurgé. Il est vrai que partisans et armée, c'est toujours la même chose (...). Seulement, l'armée créée par la contrainte, veut l'assujettissement complet à ceux qui l'ont créée (...). Notre organisation de détachements armés s'unissant librement a pour rôle l'écrasement de la réaction sur place. » (« Notre tactique », anonyme, « le Réveil », 6-8-21)

« Emploi limité de la violence : Notre violence n'est autre chose que la pratique de la résistance contre les violents, mais en aucun cas nous n'admettons la violence — surtout organisée — contre les neutres, les sympathisants au mouvement révolutionnaire et particulièrement contre les camarades aux idées plus avancées que les nôtres. » (*Ibidem*)

Quant à l'organisation économique nouvelle qui doit suivre la révolution, elle est décrite dans de nombreux livres et brochures : « les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale » de Pierre Besnard, traduit en 1931, donne les définitions suivantes : « *Industrie* : Comité d'atelier, conseil d'usines, syndicat ouvrier d'industrie, unions locales et régionales ; *Fédérations nationales et internationales d'industrie* ; conseil économique du travail. Le comité sera révocable à tout moment par ces assemblées ou congrès. *Agriculture* (fermiers et métayers) : il faudra s'efforcer de leur faire comprendre la nécessité de l'exploitation commune et collective. De cette façon, il ne subsistera que deux sortes d'exploitations agricoles : les exploitations collectives et les exploitations artisanales. La suppression de l'héritage fera disparaître la deuxième catégorie complètement, au bout d'une génération. *Echanges internationaux* : Le troc et le paiement en monnaie. L'or ne sera qu'un moyen, qu'un instrument d'évaluation et rien d'autre. *Echanges nationaux* : Nous connaissons trop les méfaits de l'argent pour continuer à l'utiliser dans les échanges. La distribution se fera sur la présentation de la carte de travail ou d'individualité. Les prix seront invariables et s'évalueront en ancienne monnaie ; il n'y aura pas « paiement réel », ce sera un « jeu d'écritures ». *Conclusion* : Qu'on ne vienne pas surtout, par impuissance ou par paresse, affirmer encore, comme on l'a fait jusqu'alors, que l'improvisation suffira à tout, qu'il est inutile de prévoir. » Mêmes idées dans « le Communisme libertaire » d'Isaac

Puente (1932), « le Monde nouveau » de Pierre Besnard (1934), « Organismo económico de la revolución » de Santillan (1936).

En janvier 1932, la F.A.I. et des communistes de gauche déclenchent l'insurrection dans le Llobregat. Le communisme libertaire est proclamé. Tout se termine par la déportation de centaines de militants.

En août, un général fasciste tente un coup d'Etat. La République au pouvoir va faire l'essai d'une réforme agraire. Des lois sont adoptées en septembre 32. « La loi s'appliquait seulement à l'Andalousie, l'Estrémadure, trois provinces de Castille (Ciudad Real, Tolède et Salamanque) et la province d'Albacète. Toutes les terres non exploitées ayant plus de vingt hectares pouvaient être expropriées par l'Instituto de Reforma Agraria, qui paierait une indemnité calculée sur la valeur totale du terrain selon l'impôt versé. L'Etat prendrait les terres en charge et les distribuerait à des paysans choisis individuellement ou à des coopératives paysannes. Dans les deux cas, l'Etat serait le nouveau propriétaire. » (Hugh Thomas, « la Guerra civile española », 1960)

Voici comment Brenan décrit la formation de collectivités U.G.T. : « Un employé de la fédération U.G.T. des travailleurs de la terre se rendait chez un propriétaire, à la tête d'une importante délégation de chômeurs, et l'invitait à céder une partie de ses terres pour la création d'une propriété collective. Lui-même en serait membre et en tirerait des bénéfices. Tous les papiers étaient préparés à l'avance : on l'invitait à signer séance tenante. Etant donné les circonstances, rares étaient ceux qui avaient le courage de refuser. C'est ainsi qu'une centaine de fermes collectives furent créées dans la province de Ciudad Real, et presque autant dans celle de Tolède. On en constitua d'autres du côté de Jaen, de Badajoz et de Valence. Félix Torres ouvrit à Valdepenas une école où l'on enseignait à conduire les tracteurs et à tenir un livre de comptes. Malgré la faiblesse des capitaux et le nombre réduit des propriétés collectives capables d'acheter des tracteurs, la plupart de ces fermes semblent avoir fonctionné de façon assez satisfaisante pour pouvoir subsister jusqu'à la fin de la guerre civile. »

De 1932 au 9 mars 1933, 88.121 hectares furent distribués à 28.195 travailleurs.

En janvier 1933, nouveau soulèvement inspiré par les libertaires, en Catalogne, dans le Levant, en Andalousie. On proclame le communisme libertaire. Les 25 victimes de Casas Viejas provoquent l'indignation générale, discréditent les socialistes.



Aux législatives de novembre 1933, les anarchistes ne soutiendront plus les socialistes ; ils prôcheront l'abstention avec beaucoup de vigueur. Ce sera la débâcle de la gauche électorale : la droite triomphe avec quatre fois plus d'élus. Mais les anarchistes avaient prévenu que si la droite l'emportait ce serait la révolution. Et le 8 décembre 1933, c'est le soulèvement de Saragosse, puis de tout l'Aragon, de Barcelone, Grenade, etc. Le communisme libertaire est proclamé, mais c'est encore l'échec. L'arrivée au pouvoir après les élections de novembre 33, de Gil Robles est marquée par l'annulation des décrets sur la réforme agraire (en février et mai 34).

En octobre 1934, dans les Asturies, socialistes, communistes et anarchistes unis déclenchent l'insurrection. « Presque partout les moyens de production furent collectivisés, la propriété abolie, la monnaie supprimée. » L'opération se solda par plus de 6.000 morts, 40.000 arrestations. La répression est terrible.

En janvier 1936, dissolution des Cortès. La C.N.T. participe aux élections de février. C'est le triomphe de la gauche. La réforme agraire est rétablie. Des occupations de terres ont lieu qui seront légalisées par la suite. 750.000 hectares environ auraient été répartis de février à juillet 36. Des centaines de collectivités fonctionnent sous l'influence socialiste. Dès ce moment, les généraux Mola, Sanjurjo et Franco envisagent avec précision un coup d'Etat.

---

**Février 36** Fondation du P.O.U.M. (Parti ouvrier d'unification marxiste) qui rassemble alors des groupes marxistes oppositionnels ayant d'ailleurs aussi rompu avec Trotsky. La terre rouge exercée par les hommes de Staline et la Guépéou poussera ces marxistes non orthodoxes à un front commun avec la C.N.T. et la F.A.I.

---

Le 1<sup>er</sup> mai 1936, au congrès de la C.N.T. à Saragosse, c'est le triomphe des idées faïstes malgré les échecs répétés des insurrections. Les syndicats d'opposition réintègrent la C.N.T. On évalue alors à 1.500.000 le nombre des adhérents.



---

Le 18 juillet, c'est le soulèvement militaire.

---

Le coup d'Etat militaire de juillet 36 va révéler l'incapacité du gouvernement républicain qui voulait maintenir l'illusion démocratique. Pannekoek, théoricien du communisme de conseils, écrira à propos de la révolution de 36 : « En temps de crise sociale ou de révolution politique, quand le gouvernement s'effondre, le pouvoir tombe entre les mains des masses ouvrières et, pour la classe possédante, pour le capitalisme, un problème se pose : comment faire pour le leur arracher ? La démocratie est le moyen, l'instrument approprié à cette fin. »

Mais, face à la force militaire de droite, c'est le vide étatique : Il y eut des hésitations, des complicités ; le rapport réel des forces et des opinions était masqué par le système électoral antidémocratique. A noter le déclin du mouvement libéral, le vieillissement des partis de gauche, les jeunes allant plus à droite dans les mouvements nouveaux et actifs (C.E.D.A., Falange), la compétence politico-gouvernementale des hommes au pouvoir est donc faible ; en revanche, les forces populaires en armes vont faire échec aux fascistes. C'est surtout l'action des anarchistes qui sera efficace. Cependant, l'Espagne est divisée en deux : les forces fascistes se maintiennent dans les régions céréalières et riches aussi en huile d'olive ; les forces « républicaines » manquent d'aliments pour nourrir le grand nombre de réfugiés, bien qu'elles possèdent en suffisance fruits et légumes.

C'est la guerre civile, c'est aussi la révolution sociale. Sans nier l'importance de la guerre, c'est surtout les réalisations révolutionnaires qui nous intéressent.

Jusqu'à maintenant, cette période a souvent été schématisée ainsi par les historiens : ou bien il faut sacrifier la révolution sociale à une lutte politico-militaire ou que la première doit se faire à la faveur de la seconde, et à la fois, et ils donnent dans l'action révolutionnaire la priorité au militaire. Le militaire devient moyen, levier et en fait organisateur de cette action. Si nous avons écarté ici au maximum tout le phénomène guerre ce n'est pas par une sorte de pudeur pacifiste, mais parce que c'est la question la plus traitée des historiens.

Une connaissance objective de cette période, surtout quant à l'aspect constructif, semble encore impossible à l'heure actuelle à cause des informations trop fragmentaires, des témoignages partiels et subjectifs. Une vue d'ensemble se dégage pourtant, bien que les chiffres donnés soient sujets à caution :

Il y eut entre 1.200 et 1.800 collectivités regroupant entre 600.000 et 800.000 travailleurs.

Dans l'agriculture, toute la famille faisait partie de la collectivité et cela se traduisait souvent par le salaire familial. La communauté de vie (famille) entre dans la communauté de travail, en fait partie. Non dans l'industrie. La différence est non seulement dans la forme de salaire, qui est collective, mais dans la cohésion, la cohérence, le degré et la qualité des rapports collectifs. Outre la dimension, plus à l'échelle humaine, des communes agricoles et donc des collectivités qui les constituent ou les composent, ces rapports permettent une ébauche plus complète, plus poussée de micro-société.

Dans l'industrie, seul le producteur était compris, on employait plutôt le terme de « syndicalisation ». La « syndicalisation » se calque sur la forme de production et le compartimentage non agricole antérieurs. Elle ne touche que le secteur travail de la vie de chacun, donc ne suppose pas, sur ce point, une vie commune de la cellule familiale, une expérience partagée, ni une révision de l'organisation des rapports humains dans leur ensemble. Il n'y aura pas de collectivités urbaines et les syndicalisations se répartiront sur toute une échelle, allant de l'autogestion d'une entreprise à la socialisation d'une branche d'industrie, selon le schéma plus ou moins horizontal ou pyramidal qui a pu s'établir, pour des raisons d'événements, des dispositions et préparation des personnes, et aussi pour des raisons technologiques. A noter que dans les campagnes les collectivités ont souvent pu démarrer sous l'impulsion du syndicat local.

Dans certains villages ou petites villes, c'est un comité local d'où les partis sont exclus qui est élu par l'assemblée des villageois : il siège et administre en public. Les libertaires participeront aussi aux *municipes* divisés en sections intéressant les différents aspects de la vie sociale y compris la production. Ainsi, Granollers (18.000 habitants) avait en marge de son « conseil municipal » un conseil d'économie, constitué d'un délégué par syndicat, qui était coordonné avec la municipalité.

Avant d'aller plus loin disons que les banques, sous contrôle U.G.T., ne furent pas collectivisées (de nombreux capitaux filèrent à l'étranger), que les entreprises étrangères furent respectées et que très rapidement manquèrent les matières premières.

Le 20 juillet, le comité régional de la C.N.T. a pratiquement le pouvoir en main ; la question de l'instauration du communisme libertaire est donc envisagée, puis repoussée à plus tard ; des milices sont organisées pour libérer Saragosse. Le Comité des milices (C.N.T.-U.G.T.) est le pouvoir effectif en Catalogne ; le gouvernement de la Généralité est le pouvoir virtuel. Cependant que les syndicats s'emparent des secteurs essentiels : métallurgie, communications, commerce, ravitaillement, énergie (l'eau, le gaz et l'électricité furent distribués malgré la fuite des cadres et employés étrangers ; la C.N.T. y avait dans les 7.000 adhérents et l'U.G.T. la moitié), transports (6.500 employés, sur 7.000, des tramways de Barcelone étaient à la C.N.T., aussi ils circulèrent quasiment au complet cinq jours après l'arrêt des combats). Dès le 21 juillet, le premier train sous contrôle révolutionnaire partait pour le front chargé de combattants ; les administrateurs et techniciens étrangers pour la plupart ayant évacué la place, le réseau ferroviaire est officiellement pris en charge par la C.N.T. et l'U.G.T. réunies. Très rapidement, les militants C.N.T. envisagent la réorganisation de l'ensemble des chemins de fer tant sur le plan technique que financier. Leur but était de coordonner tous les moyens de transport.

En dépit des difficultés de toutes sortes, entre autres le manque de matières premières, on peut noter des progrès très nets dans les entreprises collectivisées. C'est encore plus évident pour celles qui sont liées à l'industrie de guerre : 38 % se perfectionnèrent. Les options ne sont modifiées que dans le sens d'un effort accru sur la production militaire et dans le sens d'une concentration.

Avant la fin août, suite aux décrets de la Généralité, les coopératives seront saisies, une fédération des coopératives sera créée ; les fermes seront saisies et les paysans forcés à la syndicalisation. L'argument essentiel sera le ravitaillement des villes et du front ; c'est déjà une lutte pour le contrôle des campagnes par la Généralité pour contrebalancer la prépondérance de la C.N.T. sur l'industrie.

Le 5 septembre, au congrès régional des paysans de la C.N.T. de Catalogne (400 délégués représentant 200 syndicats), une motion donnera carte blanche aux syndicats locaux pour exercer leur contrôle sur toute la production tout en respectant les petits propriétaires récalcitrants ; la collectivisation, lorsque c'est possible, devant s'effectuer totalement et immédiatement. Seront collectivisés les grandes propriétés et les biens des factieux ou vacants. L'aide

entre collectivités, bien que partielle, témoigne aussi des relations nouvelles qui virent alors le jour.

La fédération nationale des Services sanitaires de la C.N.T. comptait 40.000 adhérents ; aussi, très rapidement, va s'instaurer la médecine sociale avec une répartition rationnelle des médecins, l'ouverture de cliniques, d'hôpitaux, etc. ; l'avortement est autorisé. Pour la Catalogne, médecins, infirmiers, dentistes, sages-femmes, spécialistes, etc. étaient organisés dans un même syndicat qui regroupait 7.000 personnes en 1937. L'œuvre accomplie paraît avoir été exemplaire.

Des écoles, des bibliothèques furent créées, poursuivant ainsi la tradition des écoles rationalistes non gouvernementales.

Le gouvernement central, quand il le peut, sabote délibérément ces initiatives, pour prouver l'échec et imposer son contrôle ; les communistes, bien que minoritaires, sont influents par la possibilité qu'ils ont de dispenser l'aide russe, monnaie d'échange pour leurs exigences. Ils appuieront les petits propriétaires contre les collectivités. En janvier 37, au deuxième congrès paysan, l'opposition des petits propriétaires (U.G.T.-P.C.) est déjà plus forte ; par ailleurs, en février, est dénoncée l'insuffisance ou le manque de crédits aux collectivités. D'autres fois, les produits livrés par les collectivités ne sont pas payés d'où difficultés. En mai, on comptait 400 collectivités et 900 syndicats. L'argent fut supprimé en de nombreux endroits, remplacé par un carnet où étaient notés les biens consommés. Ailleurs, surtout dans les collectivités agricoles, était créé le salaire familial.

### **RUBI (d'après Leval)**

« Cette petite ville catalane comptait, en juillet 1936, 10.000 habitants. 50 % des travailleurs étaient employés dans les activités diverses, dont la plus importante était l'industrie textile. Seule organisation syndicale y ayant pris pied : la C.N.T. dont les syndicats comptaient, en temps normal, de 1.500 à 2.000 adhérents. Mais aux activités de lutte de classes et d'action directe propres à cette organisation de combat — que complétait une force libertaire organisée dans la F.A.I. — s'ajoutait un esprit réalisateur et une œuvre un peu trop ignorée, comme il est arrivé presque toujours. Depuis 1893, on trouvait à Rubi, organisée par nos camarades, une coopérative comptant en moyenne quatre cents adhérents, dont le nombre doubla pendant la révolution. D'autre part, les membres de la C.N.T. avaient, depuis 1920, acheté un terrain afin d'y construire une école rationaliste, qui devait continuer l'œuvre de Francisco Ferrer. Dans ce but,

chaque adhérent payait au minimum dix centimes par mois, et au moment où éclata la guerre civile, deux écoles, et non une, étaient ouvertes et fonctionnaient (...)

« Ajoutons, pour que l'on saisisse plus complètement l'esprit pondéré de nos camarades, que depuis la fin du siècle dernier, une partie d'entre eux adhéraient dans un but prosélytiste au Centre républicain, ce qui indiquait un esprit de tolérance dont on ne pouvait qu'augurer des résultats positifs.

« Autour de Rubi, l'agriculture était assez importante. La grande propriété, moins développée en ses proportions que dans d'autres régions d'Espagne, y dominait, exploitée généralement par les possédants qui, en outre, affermaient une partie de leur terre au quart, au tiers et à la moitié des récoltes. Cette aptitude trouvait sa confirmation dans un trait qui rappelait, mais aggravé, ce que nous avons rapporté dans notre chapitre sur Graus, en Aragon : l'eau potable que l'on consommait à Rubi surgissait dans les terres d'un des propriétaires, qui la faisait payer (...)

« Afin d'assurer la nourriture, on s'occupa d'abord de l'aliment de base. Il y avait à Rubi, de dix à douze boulangeries dont dépendait la fourniture du pain. La C.N.T. décida de s'en charger, et concentra la production tout entière dans ses locaux où la majorité des patrons et tous les ouvriers acceptèrent de travailler avec une conscience professionnelle qui ne connut pas de failles.

« Puis vint le tour des moyens de transport. Sur l'initiative du syndicat fut constituée une collectivité professionnelle correspondante. Comme pour la boulangerie, les petits patrons y adhérèrent, apportant une vingtaine de camions, des autobus dont nous ignorons le nombre, et une quinzaine de voitures automobiles. L'administration de cette collectivité fut établie au siège du syndicat (1).

« A son tour, ou presque simultanément, le bâtiment s'intégra à la transformation sociale en cours. Rubi comptait une centaine de maçons, et environ 150 manœuvres. Comme à Granollers, comme à Alicante, ces petits entrepreneurs adhérèrent en apportant leurs outils. On établit la liste exacte de ces apports. L'adhérent dont la formation professionnelle était la plus poussée fut nommé conseiller technique, chargé de surveiller et de guider l'ensemble des travaux sur les divers chantiers. Et la comptabilité fut confiée au spécialiste jugé le plus capable.

---

(1) Observons que dans ce cas la collectivité professionnelle n'était pas indépendante du syndicat. Elle en était même une émanation.

« A Barcelone, l'industrie du bâtiment était paralysée par le départ des propriétaires, nullement enclins à faire construire des immeubles, ou à réparer ceux en location, le tout devant leur être enlevé si la Révolution triomphait. Mais à Rubí on travaillait beaucoup, car ce qu'on faisait était immédiatement nécessaire à l'ensemble de la population, et la municipalité avait les moyens d'en assurer le paiement. Par exemple, on construisit deux ponts pour enjamber un large ravin, ce qui était, jusqu'alors, resté à l'état de rêve inaccessible, malgré le besoin qu'on en avait. On construisit aussi, toujours sous l'égide de la municipalité, un groupe scolaire assez vaste pour recevoir des centaines d'enfants, et dont, du reste, le gouvernement catalan — mais n'oublions pas que l'instruction publique était aux mains des libertaires — de la Généralité paya une partie des frais (1). On élargit sur une certaine longueur la route qui traversait la localité pour rendre plus aisé le passage des autobus, on répara de très nombreuses maisons, on construisit un canal de 1.500 mètres pour amener l'eau aux terres que travaillaient les camarades de l'agriculture et, toujours pour aider les paysans, on remit à neuf des puits depuis longtemps abandonnés et comblés d'où l'on se mit à extraire de l'eau qu'on employa pour l'irrigation des cultures : grâce à des moteurs électriques spécialement installés.

« Tout ce travail était dirigé par une commission technique de cinq ou six membres nommés par l'assemblée de la collectivité. De ce personnel, seuls étaient payés, en tant que professionnels, le directeur et les deux secrétaires.

« Afin d'être aidée dans ces tâches multiples, la collectivité du bâtiment demanda, et obtint, que les camarades des fabriques prissent part à tous ces travaux deux heures tous les dimanches.

« Comme en tant d'autres endroits, les ébénistes et menuisiers constituèrent aussi leur collectivité qui s'installa dans un vaste atelier disposant d'un outillage moderne et offrant des conditions d'hygiène jusqu'alors généralement inconnues. Jamais, me dit en riant, heureux, au souvenir de cette activité féconde celui qui en fut le principal animateur, on ne fabriqua tant de meubles à Rubí.

« La collectivité agraire fut constituée avec les fermes expropriées des grands propriétaires. Cela représentait les trois quarts de la terre. Deux cent cinquante travailleurs de l'agriculture s'incorpo-

---

(1) Nous devons reconnaître, honnêtement, que le gouvernement de la Généralité aida parfois, par l'apport de moyens financiers à des entreprises utiles ; tout en regrettant que trop souvent il ait distribué de l'argent sans discernement, rendant souvent possible, comme on le verra plus loin, une stagnation qui fut hautement préjudiciable.

rèrent à cette vaste étendue de production. Les zones organisées furent au nombre de six : chacune répondant à une spécialité : culture maraîchère, sylviculture, vignobles, parc agricole, céréales, arbres fruitiers. La commission directrice était nommée par l'assemblée générale, et à son tour elle nommait le délégué de chaque section.

« Comme nous l'avons vu, et comme nous le voyons généralement quand il s'agit de collectivités, l'esprit corporatif avait disparu. Tous les travailleurs étaient solidaires. Ils passaient d'une section à l'autre quand il en était besoin. Et ils admettaient des mesures qui allaient à l'encontre de leur spécialité de production. Parmi les initiatives qui furent prises, sous la pression des nécessités immédiates, figura l'arrachage de vignes pour semer du blé. Et bien que le terrain ne fût pas des plus appropriés, Rubi serait presque parvenu à récolter assez de froment pour ses habitants, si les difficultés économiques qui s'étendaient dans toute la région ne s'étaient répercutées sur la petite ville.

« Il était bien resté des « individualistes » en dehors de ces transformations révolutionnaires : mais la majorité de la population marchait avec l'ordre nouveau (...)

« La coopérative ne se cantonna pas dans ses seules premières activités. Nous avons dit que le nombre de ses adhérents doubla ; la part prise à la distribution des marchandises s'étendit en conséquence, et neuf nouveaux dépôts ou points de vente furent créés ; ce qui n'empêcha pas le petit commerce de continuer, sous un certain contrôle, comme on s'en doute. Les détaillants étaient soutenus par la section de ravitaillement du gouvernement catalan (...)

---

## L'Aragon

---

Dès le début, des fascistes s'emparèrent d'une bonne partie de l'Aragon et c'est en présence des milices anarchistes que s'organisèrent les collectivités soit volontairement soit sous la contrainte : l'économie de guerre primait tout.

A Bujaraloz, proclamation de Durruti : « A partir de la parution du présent avis, la propriété privée est abolie sur les terres des grands propriétaires », et quant aux milices « les citoyens de Bujaraloz leur donneront un appui enthousiaste et inconditionnel sur le plan matériel comme sur le plan moral ». (« Solidarité ouvrière », 14-8-36)

A Fraga : « Par eux (les paysans), j'appris les détails de ce qui était arrivé. Ce ne furent pas ceux du village qui procédèrent per-



sonnellement aux exécutions, mais la colonne Durruti à son arrivée ici. Ils arrêterent tous les suspects d'activités réactionnaires, les emmenèrent en camions et les fusillèrent. (...) Que fit-on des biens de ces exécutés ? Les maisons, bien sûr, ont été réquisitionnées par le comité, les boutiques de comestibles et de vin servaient pour ravitailler les milices. (...) Evidemment, dans ce village, la révolution agraire n'avait pas été le résultat d'une lutte acharnée des paysans eux-mêmes, mais bien plutôt la conséquence automatique des exécutions qui n'étaient qu'un incident de la guerre civile. » (« The Spanish cockpit » de Franz Borkenau)

Cependant, les anarchistes aragonais, avec le libre accord de la majorité des paysans, mirent aussi leurs idées en pratique. L'U.G.T. de son côté réalisa certaines expériences continuant celles mises en route dès 1934. Au congrès des collectivités de février 37, on note : 500 délégations représentant entre 80.000 et 100.000 collectivistes et 275 collectivités (villages) groupées en 25 fédérations cantonales. L'expansion est très rapide et par la suite le chiffre global de 450 collectivités pour 300.000 collectivistes est mentionné. Il y eut des collectivités socialistes, d'autres libertaires, d'autres mixtes. L'absence de monnaie, le salaire familial sont généralisés.

La plupart des collectivités furent détruites par la 11<sup>e</sup> division communiste de Lister, la 27<sup>e</sup> division (Karl Marx) et la 30<sup>e</sup>.

José Silva décrit ainsi l'enthousiasme paysan : « C'est en Aragon que se firent les plus différents et les plus curieux essais de collectivisation et de socialisation, où certainement s'exercèrent le plus de violences pour obliger les paysans à entrer dans les collectivités et où une politique de toute évidence erronée ouvrit de sérieuses brèches dans l'économie rurale. Quand le Gouvernement de la République eut dissous le Conseil d'Aragon, le Gouverneur général voulut en dissolvant les collectivités, donner satisfaction au profond malaise ressenti par les masses paysannes. Une telle mesure fut une très grave erreur qui produisit une terrible désorganisation dans les campagnes. Les mécontents des collectivités, qui avaient des raisons de l'être si on tient compte des méthodes employées pour les constituer, encouragés par l'attitude du gouvernement, les prirent d'assaut, emportant et se partageant tous les fruits et les outils qu'elles possédaient sans respecter les collectivités qui, comme celle de Candasmo, avaient été constituées sans violence ni coercitions, avaient une existence prospère et étaient un modèle d'organisation. Il est certain que le Gouverneur entendait réparer les injustices qui avaient été commises et mettre au cœur des travailleurs des campagnes la conviction que la République les protégeait. Mais le résultat fut complètement opposé. La mesure prise accentua encore plus la confusion, et les violences s'exercèrent de l'autre côté. La consé-

quence fut que tous les travaux des champs furent paralysés et, au moment des semences, le quart de la terre à semer n'était pas préparé. » (« La revolucion popular en el campo » de Bolloteni)

### **ESPLUS (d'après Leval)**

« Pour ses 1.100 habitants, Esplus disposait de 11.000 hectares de terre, dont 9.000 irrigués. Mais le duc de Luna en accaparait 5.500 et la propriété du monarchiste Alvarado, ancien ministre des Finances, qui prenait certainement mieux soin de ses intérêts que de ceux de la nation, s'étendait sur 1.100 hectares. Un autre propriétaire en possédait autant, quelques-uns moins. On en trouvait d'autres, moins riches mais très à leur aise, qui disposaient de 70 à 100 hectares chacun.

« Il ne restait pas grand-chose pour les gens du peuple dont la moitié étaient exploités par les riches et les très riches en travaillant leurs terres selon un système dénommé « a terraja », qui consiste à défricher le sol non cultivé, le préparer, le niveler, et le faire produire tout en donnant au propriétaire le quart de ce que l'on obtenait. Il fallait aussi payer un fermage de six pesetas par hectare et par an, et employer obligatoirement une paire de mulets achetés par l'usager pour mettre au point chaque hectare emblavé. Les champs ainsi préparés étaient, par la suite, offerts à des « medieros » qui donnaient, pour payer le fermage, 50 % de la récolte.

« L'histoire de notre mouvement a été, ici, aussi accidentée qu'à Belver de Cinca et en tant d'autres localités. Un syndicat de la C.N.T. constitué en 1920 fut fermé quatre ans plus tard par la dictature du général Primo de Rivera. Il resurgit en 1931, après la proclamation de la II<sup>e</sup> République, et comptait 170 adhérents quand, en 1932, le gouvernement de gauche de Manuel Azana, où Largo Caballero était ministre du travail et profitait de son ministère pour combattre la C.N.T. au profit de l'U.G.T. dont il était le personnage le plus éminent, ferma le syndicat local qui fut reconstitué quand les républicains de droite triomphèrent aux élections ; mais la République d'Alexandre Leroux fit à son tour comme celle qui l'avait précédée. Si bien qu'après le triomphe du « frente popular », en avril 1936, nos camarades se remirent à construire leur syndicat pour la quatrième fois, mais ils étaient en tout dix-sept au moment de l'attaque fasciste. Tant de persécutions avaient découragé les travailleurs et les paysans pauvres.

« Toutefois, il s'était produit, discrètement, ce que nous avons déjà vu dans d'autres endroits. Nos camarades avaient adhéré à la section locale de la gauche républicaine, afin de se préserver contre de

nouvelles mesures réactionnaires, et de ne pas être, une fois de plus, arrachés de leurs foyers et envoyés sur les routes, en déportation. C'est pourquoi, en juillet 1936, le conseil municipal d'Esplus se composait de six libertaires camouflés en républicains de gauche, et de trois républicains de droite, monarchistes cinq ans auparavant, et qui, au fond, l'étaient restés.

« La grève générale déclenchée contre le coup d'Etat franquiste dura quinze jours. Un comité révolutionnaire fut nommé, composé d'une majorité républicaine qui de droite était passée à gauche, et d'une minorité de nos camarades. Mais les deux tendances ne pouvaient s'entendre. Les nouveaux républicains de gauche continuaient de manœuvrer, et très habilement fondaient un syndicat ouvrier réformiste, adhérent à l'U.G.T. afin de s'en servir pour freiner la révolution.

« Ils parvenaient à gagner du temps en faisant se prolonger les débats et les discussions au sein du comité révolutionnaire ; alors, comprenant qu'on ne parviendrait jamais à un accord, nos camarades constituèrent un comité local qui confisqua les grandes propriétés et les prit en charge : c'était la seule façon d'empêcher le partage des terres que réclamaient les politiciens-caméléons et certains paysans ambitieux.

« Toutefois, les conservateurs monarcho-républicains devenus ugé-  
tistes ne lâchaient pas prise, et un jour, poussant à l'action quelques malheureux travailleurs, ils attaquèrent le comité local, ouvrant le feu, et se protégeant avec des femmes et des enfants qu'ils poussaient devant eux. Nos camarades répondirent en s'attaquant aux hommes ; les conservateurs furent vaincus, et l'on organisa la collectivité.

« Huit mois plus tard, il ne restait que deux familles d'individualistes dont les droits étaient respectés, suivant la règle générale.

« Le nouveau mode d'organisation avait déjà été nettement imaginé par nos camarades quand ils propageaient clandestinement leurs idées sous la République, et préparaient l'organisation d'une communauté agraire, achetant d'avance des outils, des machines et des semences.

« Maintenant, l'ensemble du travail agraire est assumé par dix équipes d'agriculteurs. Principaux auxiliaires : dix paires de mulets par équipe. Quatre équipes supplémentaires s'occupent des travaux les moins rudes (désherbage, tri des semences, etc.). Les jeunes filles aident, quand cela est nécessaire. Les femmes mariées, surtout celles ayant des enfants, n'y sont pas tenues. Mais dans les cas exceptionnellement urgents, on fait, par le truchement du crieur public,

appel aux volontaires, et tout le monde accourt. Seules les femmes les plus âgées restent chez elles, pour garder les enfants. Quant aux vieillards, pas un ne manque. Ils ne conçoivent pas la vie sans travail.

« Il y a 110 hommes au front. L'augmentation des surfaces cultivées est donc minime : on a plutôt diversifié les cultures ; et l'on s'est surtout occupé d'intensifier l'élevage.

(...)

« Soins médicaux, produits pharmaceutiques, logement, éclairage, salon de coiffure sont assurés gratuitement. Comme presque partout, chaque famille dispose d'un lopin de terre où elle cultive des légumes, ou des fleurs, élève quelques lapins ou quelques poules, selon ses préférences. Les légumes frais sont aussi fournis sans qu'il soit nécessaire de rien déboursier ; mais il faut acheter le pain, la viande, le sucre, le savon. Un homme seul touche 25 pesetas par semaine, un ménage 35 à quoi l'on ajoute 4 pesetas par enfant au-dessous de 14 ans, et 13 à partir de cet âge.

« Le prix des marchandises, actuellement si instable en Espagne républicaine, à cause des événements qui bouleversent tout, n'a pas plus augmenté ici que dans la plupart des villages qui impriment une monnaie locale. Les bons monétaires sont garantis par la production. Le mécanisme de leur circulation est très simple : distribués le samedi après-midi, ils sont, pendant la semaine, échangés contre des produits au magasin communal de distribution appelé coopérative qui, le samedi, les remet au comité local, lequel leur imprime à nouveau le même mouvement circulaire.

« Les personnes inaptes au travail sont payées comme les autres. C'est le cas d'un malade chronique ayant quatre enfants en bas âge, d'un infirme et de sa fille, etc.

« Un hôtel est ouvert pour les célibataires, un autre pour les réfugiés, assez nombreux, du territoire aragonais occupé par les forces de Franco. Tous ceux qui sont ainsi soutenus jouissent des mêmes ressources que les membres actifs de la collectivité.

« Les ouvriers du bâtiment travaillent avec acharnement. Ils avaient commencé par appliquer la journée de huit heures, mais les paysans firent remarquer qu'ils en travaillaient douze. Ils s'inclinèrent donc, et ont fait toutes les réparations qui apparurent nécessaires dans les maisons d'Esplús. Un vaste atelier de menuiserie est en construction. On y installera des machines qui permettront de faire des meubles en série pour tous les habitants de la localité et même, pense-t-on, pour ceux des villages des alentours.

« Esplús pratique l'échange de produits par l'intermédiaire de Binéfar, chef-lieu de canton. Comme c'est un village naturellement riche, il a livré pour 200.000 pesetas de marchandises que le comité cantonal distribue soit pour participer au ravitaillement des troupes du front, soit pour aider les villages les plus pauvres. » (...)

---

## Le Levant

---

L'assaut des casernes est donné après décision de la C.N.T. A la mi-septembre, à Alcoy, 45.000 habitants dont 20.000 salariés dans l'industrie (17.000 C.N.T., 3.000 U.G.T.), les usines sont saisies ; 126 entreprises occupant 7.000 travailleurs seront syndicalisées dans l'industrie textile. Dans sa description, Leval met l'accent sur l'influence des syndicats d'industrie depuis 1919.

Avec l'aide de l'U.G.T., la C.N.T. s'empare de l'industrie de la pêche à Alicante. A Valence sont collectivisés l'Union navale du Levant, les eaux, gaz et électricité, les hôtelleries, cafés, etc., les transports, des usines métallurgiques : 15 collectivités industrielles seront légalisées, 70 % de l'industrie sont syndicalisés. On comptait 340 collectivités agraires au congrès de la Fédération des paysans du Levant en novembre 37 ; cinq mois plus tard 500, et 900 à la fin de l'année 38, pour 290.000 foyers et 40 % de la population. A l'origine de chaque collectivité, il y a le syndicat local (la C.N.T. du Levant comptait 300.000 adhérents).

Les 900 collectivités sont organisées en 54 fédérations cantonales et 5 fédérations provinciales, « chapeautées » par le comité régional de la Fédération du Levant élu directement par les délégués paysans lors des congrès.

Leval indique aussi que la Fédération levantine a été divisée également en 26 sections générales selon les spécialisations de travail et d'activités qu'il regroupe sous cinq dénominations : agriculture, industries alimentaires, industries non agricoles, section commerciale, santé publique et enseignement.

Comme partout, ou presque, en Espagne, les petits propriétaires terriens s'opposaient à la collectivisation. Des petites villes sont mentionnées comme vivant en communisme libertaire.

La C.N.T. et l'U.G.T. réunies vont faire une tentative pour planifier l'exportation des oranges, et des fruits en général, en créant des organismes se proposant la suppression des intermédiaires, l'amélioration de la situation des producteurs et la mise au point des

expéditions, entre autres l'ouverture de nouveaux marchés. Ce sera l'occasion d'une bataille économique contre le gouvernement central et le ministre (communiste) de l'Agriculture qui va favoriser un autre organisme réunissant les ex-syndicats agricoles catholiques et adversaires du premier. Il en fut de même pour le riz.

### **JERICA (d'après Leval)**

« Là encore, et bien que nullement réactionnaire, la population n'acceptait pas facilement la collectivisation des terres, même de celles expropriées aux riches fascistes, parce que l'esprit collectiviste demeurait étranger à de nombreux habitants. Et de nouveau il faudrait savoir dans quelle mesure la crainte du triomphe du franquisme ou d'un retour en arrière de la République après la victoire pesait sur l'attitude de ceux qui, même dans certains villages aragonais, refusaient de se rallier aux solutions nouvelles.

« Huit mois après le 19 juillet, la C.N.T. ne comptait que 200 adhérents, autant du reste que l'Union générale des travailleurs. Avec cette différence maintes fois constatée : l'adhésion à l'U.G.T. était très souvent dictée aux petits propriétaires conservateurs, aux petits commerçants et autres éléments nouvellement syndiqués par le désir de contrecarrer les entreprises révolutionnaires de la C.N.T., de maintenir l'existence d'une société de classes dont chacun espérait tirer profit aux dépens des autres.

« Toutefois, on commença par socialiser l'industrie. Puis notre syndicat s'empara de cinq grandes propriétés qui s'étendaient respectivement sur 70, 80 et trois fois 30 hectares. 70 familles de la C.N.T. et 10 de l'U.G.T. s'installèrent dans la première. Partant de là, le nombre des collectivistes allait s'élever très rapidement. »

### **SONEJA**

« Le mouvement libertaire y était très ancien — sans doute remontait-il à l'époque de la Première Internationale. En 1921, plusieurs de nos camarades organisèrent une coopérative plâtrière afin de se libérer du patronat et de réaliser une œuvre constructive. Dix ans plus tard, presque tout le plâtre utilisé dans le village et les environs sortait de leur entreprise qui, en 1936, disposait d'un capital liquide de 300.000 pesetas. Un salaire journalier de 7 pesetas pour un homme de métier étant, dans ces villages, considéré excellent, il s'agissait là d'une petite fortune.

« Les ressources dont ils purent disposer permirent à nos camarades de construire une petite école dont ils firent présent au syndicat local, et qu'ils maintenaient de leur deniers. Puis ils fondèrent une société culturelle et une bibliothèque publique. Grâce à eux, Sonéja n'avait pas d'enfants illettrés. Aussi les considérait-on comme les plus idéalistes de la région, et leur élévation morale, qui en faisait souvent les arbitres dans certains litiges, était proverbiale.

« Après le 19 juillet, un nouveau conseil municipal fut élu, où ils constituèrent la majorité. Comme à Segorbe, l'industrie fut socialisée la première. Ce n'est qu'en mars suivant que le syndicat général local entreprit de socialiser ce qu'il pouvait dans l'agriculture, toujours dans les propriétés abandonnées par les fascistes, dans les terrains délaissés par manque d'initiative privée ou dans les cas d'incapacité physique.

« On ne parvenait pas à la plénitude d'autres localités. On fit tout de même du bon travail, qui s'améliora par la suite. »

---

#### **L'Estrémadure, les Asturies**

---

Plus qu'ailleurs manquent les chiffres pour ces deux régions.

---

#### **L'Andalousie**

---

La partie la plus influencée par la propagande anarchiste était sous contrôle fasciste ; 120 collectivités regroupant 130.000 travailleurs sont données sur l'autre partie pour le début de 1938 et 300 collectivités pour la fin de l'année.

---

#### **Le Pays basque**

---

C'est le gouvernement local qui contrôle l'économie et les banques.

---

#### **La Castille**

---

La Castille était sous l'influence socialiste et gouvernementale ; les idées libertaires n'y avaient que très peu pénétré par rapport à d'autres régions. L'insurrection franquiste modifia la situation :

après la fuite des grands propriétaires terriens, des administrateurs du Front populaire sont nommés qui sont socialistes républicain; et communistes, mais cette gestion par le haut va se révéler inefficace. Avec l'avancée des troupes franquistes et le départ du gouvernement pour Valence, l'initiative populaire va se réveiller et l'influence libertaire s'accroître avec l'intervention des libertaires madrilènes qui vont préconiser le système collectiviste à l'exemple de l'Aragon et du Levant.

Gaston Leval estime à quelque 300 le nombre des collectivités qui existaient en mars 38 dans les deux Castilles (U.G.T. et C.N.T. souvent réunies). A noter la fusion des paysans C.N.T. (100.000) et des travailleurs de la distribution C.N.T. (13.000) dans un seul organisme pour assurer une meilleure coordination de fonction complémentaire. Les collectivisations industrielles de mars 37 furent plutôt contrôlées par le pouvoir.

---

**Le 20 mai 1939 aura lieu  
le défilé de la victoire franquiste à Madrid**

---



# 1971

## communiqué du comité régional de catalogne de la c.n.t.

Le Comité régional de Catalogne dédie à l'exil l'éditorial de son dernier communiqué informatif mensuel (n° 15).

Après le constat de leur unité et un appel à la solidarité des « compagnons en exil », le Comité régional de Catalogne précise :

« Mais alors que les militants confédéraux et libertaires de Catalogne, en réunion plénière, décidaient de donner acte de leur unité, ils ne peuvent que regretter que les militants de l'exil — en particulier en France — ne soient pas encore parvenus, dans leur grande majorité, aux mêmes conclusions solidaires et constructives. Nous voulons croire que chaque militant exilé ressent, tout comme nous, le caractère négatif du fractionnement actuel et est prêt à faire l'effort nécessaire pour parvenir à la convergence à laquelle nous sommes parvenus. Pour notre part, ne voulant constituer un quelconque obstacle, la réunion plénière convient que :

1) Tant que les militants confédéraux et libertaires espagnols résidant à l'étranger n'auront pas résolu leurs divergences internes, la Confédération régionale catalane se considérera équidistante et indépendante vis-à-vis de toutes les fractions qui se manifestent ou peuvent se manifester à l'étranger ;

2) Tant qu'elles ne parviendront pas à se réunir, l'organisation catalane maintiendra des relations avec tous les groupes responsables de l'extérieur qui le désireront ;

3) Le Comité régional étudiera attentivement toutes les initiatives et suggestions provenant de nos compagnons exilés. De même qu'il reconnaîtra toute aide morale et matérielle dans la mesure où cela ne sera pas au détriment de nos décisions internes ;

4) Nous ne mettrons aucun obstacle à la diffusion de publications de l'extérieur, quelles qu'elles soient, d'origine confédérale ou libertaire (...)

5) Le Comité régional catalan a désigné à l'étranger une délégation chargée uniquement de maintenir la relation organique entre le Comité régional et l'extérieur (...)

En dernier point, le Comité régional de Catalogne renouvelle ses vœux de réalisation d'une convergence unitaire de l'exil.

(Publié dans « Solidarité ouvrière » n° 11, mars 1972)

## *l'autogestion dans une revue libertaire clandestine en Espagne*

La réflexion sur l'autogestion est plus que jamais d'actualité. Depuis quelque temps, nombre de groupes ou organisations ouvrières se sont penchés sur ce problème et, dans certains cas, ont même porté la gestion directe de l'entreprise par les travailleurs au nombre des points de leur programme. Le débat qui est en cours à la C.F.D.T., au P.S.U., aux Centres d'initiative communiste, voire dans des organisations réformistes telles que le Parti socialiste, a donc largement dépassé le cadre restreint des minorités ultra-gauche malgré les ambiguïtés que peut recouvrir le terme d'autogestion. De la discussion naîtra une plus juste intelligence des problèmes posés actuellement par la gestion directe, compte tenu des expériences révolutionnaires passées.

A la suite du travail sur les collectivités espagnoles que nous présentons dans ce numéro, nous avons choisi de reproduire un texte émanant de camarades espagnols qui publient la revue clandestine « *Tribuna libertaria* ». Ce texte a été précédemment publié dans le n° 11 de « *Solidarité ouvrière* » (mars 1972), B.P. 31, 78 - Saint-Cyr-l'École.

Les structures de l'autogestion, contrairement aux structures capitalistes et socialistes autoritaires, reposent sur la prise en main de la totalité des mécanismes sociaux par l'ensemble de la collectivité.

L'autogestion ne peut admettre une division hiérarchique des tâches conduisant, dans un délai plus ou moins long, à la formation d'une caste dirigeante. C'est dans cet esprit qu'est appliquée la révocabilité permanente : il n'y a pas de dirigeants sinon des responsables désignés par l'ensemble des travailleurs et révocables à tout moment. L'autogestion repose donc sur le principe de la démocratie directe.

L'autogestion ne doit pas uni-

quement se réaliser dans le secteur économique mais englober la totalité des activités de la vie. Si les producteurs doivent se regrouper en conseils ouvriers et paysans au niveau de l'entreprise, de l'industrie et du secteur économique, la population — qui représente l'ensemble des consommateurs — doit parallèlement substituer ses organismes locaux, régionaux, nationaux et internationaux aux fonctions directrices de l'Etat.

Ce n'est qu'ainsi que peuvent être liquidées les superstructures capitalistes ou bureaucratiques. Le désintérêt, l'abandon des pouvoirs de décision, à l'égard des mécanismes économiques et sociaux, par les pro-

ducteurs, font le jeu au premier chef de la classe dirigeante actuelle ou à venir.

L'actuelle tendance de l'accroissement des différences entre les salaires, tant en régime capitaliste qu'en régime socialiste autoritaire, doit être renversée afin de ne pas perpétuer ou créer des inégalités sociales et éviter qu'une classe ou un secteur de la population ne

s'approprie une part démesurée de l'ensemble des biens. Seule la disparition des classes privilégiées peut nous conduire à la disparition effective des classes sociales et être la voie vers une société communiste libertaire. Le développement des techniques (cybernétique et automatisation) nous permet actuellement d'entrevoir la mise en pratique de l'autogestion.

## **Collectivisation sans étatisation**

Cette autogestion et la planification fédéraliste correspondante exigent la suppression de la propriété privée des moyens de production, de distribution, d'information, etc., et ne doivent pas se réaliser au profit de l'Etat.

Le passage de la propriété privée à la propriété sociale doit s'effectuer directement par la prise en main de la gestion de l'appareil économique par les travailleurs — l'équipement social passant sous le contrôle direct de l'ensemble des producteurs.

Les entreprises et la terre ne peuvent appartenir à des individus particuliers, à une couche

de la population, mais à tous. Elles doivent être placées sous la responsabilité et la gestion de la collectivité qui y travaille. La collectivisation au nom de la société se voit ainsi accompagnée de la remise de tout l'appareil économique aux conseils ouvriers et paysans, aux collectivités locales. Le but est de liquider le rôle moteur et stimulant de l'intérêt privé et du profit (même sous forme coopérativiste) et d'y substituer l'émulation socialiste.

Cela suppose une éducation révolutionnaire d'un niveau élevé et différente de celle prodiguée par une société de classes ou par l'Etat.

## **Internationalisme**

Une telle révolution, sous peine d'être asphyxiée, doit reposer sur l'internationalisme.

La disparition des Etats nationaux ne peut s'effectuer, d'une part, que par la création de services et d'institutions révo-

lutionnaires au niveau international, et, d'autre part et parallèlement, par la décentralisation des structures nationales en se basant sur les cadres régionaux et locaux les plus proches de l'individu.

Les travailleurs doivent coordonner leur action par-delà les frontières et faire éclater les barrières politiques et mentales qui sont de simples conséquences de l'histoire.

Par-delà les patries moribondes, les travailleurs eux-mêmes doivent édifier le monde socialiste. Il n'y a plus de politiques nationales convenables à l'époque des grandes unions continentales et d'une vie planétaire.

La disparition d'Etats nationaux voisins — par exemple pour l'Europe — est un fait positif car leurs populations vivent dans un même ensemble géographique. Mais cela n'entraîne pas pour autant la fin des inégalités économiques.

Le plus grand problème de l'humanité est celui de la disparité extrêmement grande entre

le niveau de vie des sociétés « évoluées » et celui des masses continentales sous-développées. Cela ne pourra être résolu que par une redistribution planétaire des biens des peuples ayant « bénéficié » du développement économique au profit des peuples qui ont été victimes de l'exploitation impérialiste et coloniale.

Tout soulèvement populaire, en tout point du globe, doit recevoir la solidarité active de tous les travailleurs — et à plus forte raison quand un tel soulèvement mène à une alternative réellement révolutionnaire.

La révolution ne peut être qu'internationaliste, par le renfort et l'appui qu'elle reçoit et qu'elle offre.

(In « Tribuna libertaria », n° 5, janvier-février 1972, revue clandestine éditée en Espagne.)

---

## **Second procès de Pepe Beunza**

---

Comme l'annonçait de Valence le correspondant du journal madrilène « **Ya** », l'objecteur de conscience José Luis (Pepe) Beunza, accusé de désertion, est passé le 9 mars dernier en Conseil de guerre. Le commissaire du gouvernement a demandé pour lui deux ans de prison et l'avocat militaire (commis d'office) six mois. La séance a duré quelques minutes.

Pepe Beunza, qui avait exprimé le désir de ne pas être défendu, a prié le tribunal d'intervenir par écrit — comme il en a la capacité — auprès du Président du gouvernement afin qu'il résolve par des mesures générales le problème des objecteurs de conscience en Espagne. En réaffirmant sa qualité d'objecteur et en récusant celle de déserteur, il a également prié le Tribunal de prononcer contre lui la peine maximale. En effet, suivant les lois actuellement en vigueur, il devrait faire l'objet de procès en chaîne jusqu'à l'âge de trente-huit ans (1) ; il souhaiterait repasser le moins souvent possible par de fugaces épisodes de mise en liberté, suivis de nouveaux emprisonnements, de nouvelles enquêtes et de jugements analogues à celui-ci.

On sait que Pepe Beunza, bénéficiant fin octobre d'une amnistie, s'était installé dans un quartier ouvrier de la banlieue de Valence pour se consacrer à l'aide et à la promotion de ses habitants les plus défavorisés, comme exemple de l'un des travaux que pourraient effectuer les objecteurs de conscience, pour la durée qu'on estimerait nécessaire, aux lieu et place du service militaire. Au bout de six semaines, il avait été réincarcéré. Il se trouve à nouveau à la prison modèle de Valence, en attendant son transfert pour une destination encore inconnue.

Voici la sentence qui lui a été communiquée : un an de prison, plus deux ans dans un bataillon disciplinaire au Sahara espagnol. Comme il ne saurait logiquement obtempérer, et moins que jamais dans l'armée coloniale, cela signifie qu'une pression physique directe sera alors exercée sur lui, à moins qu'un statut n'intervienne entre-temps pour les 220 objecteurs espagnols actuels, et pour ceux qui s'apprentent à le devenir.

---

(1) Ce délai n'est réduit que par exception à trente ans.



## nous avons reçu :

- « Le Résistant à la guerre », bulletin de la section suisse de l'Internationale des résistants à la guerre, n° 29, avril 72, trilingue : français, allemand, italien ; 24, rue du Stand, 2502-Bienne, Suisse.
- « Fais ce que voudras », journal libertaire du lycée Rabelais, 92 - Meudon.
- « La Tour de feu », Pierre Boujut, 16 - Jarnac, n° 113.
- « Sphinx », fanzine de nouvelles et de bandes dessinées, Patrick Giraud, 15, rue François-I<sup>er</sup>, 17 - Royan.
- « Pour nous le combat continue », n° 6, bulletin publié par les militants anarcho-syndicalistes adhérents à Force ouvrière. J. Salamero, 16, rue du Languedoc-Léon-Welser, 33 - Mérignac.
- « Ehimsa », 60, rue de la Poudrière, 1000 - Bruxelles.
- « Ionix », organe de la lutte antinucléaire en Alsace, n° 1 ; C.S.F.R., 3, grand-rue, 67 - Saales.
- « Liberecana ligilo », bulteno de la liberecana frakcio de S.A.T. (esperanto). Remo Magnani, 83, rue Lemercier, Paris-17<sup>e</sup>.
- « Stratégie de l'action non violente » de Jean-Marie Muller, 267 pages, 24 F, Fayard édit.
- « Frente libertario », Amador Alvarez, 87, rue de Patay, Paris-13<sup>e</sup>.

---

## camping

Les dates ni le lieu de notre camping d'été n'ayant encore été fixés, nous demandons cependant aux camarades intéressés de se mettre en rapport avec nous. D'autre part, il n'a pas encore été décidé des structures, c'est-à-dire : repas collectifs, organisation par « foyer », formule intermédiaire.

Seront aussi à préciser les thèmes et formes de discussion. Les lecteurs auront peut-être des suggestions.

Ecrire à Dominique Marty, 3, rue du Plessis-Piquet, n° 751, 92 - CLAMART.



## contacts

Des camarades s'intéressant à l'éducation, la « rééducation », la psychiatrie, la non-directivité, la psychanalyse souhaitent des contacts avec d'autres partageant la même recherche...

---

# ON LIQUIDE...

- 24 **Nous, un groupe ?** ..... 2 F  
« noir et rouge » : historique, groupe, revue.  
« anarchisme et non-violence » : historique, groupe, revue, annexes : — idées comme ça — projet de base — données fondamentales (première version 1965, deuxième version 1968) — groupe de partage — mais pourquoi donc ai-je la migraine ?  
groupes anglais.
- 25 ..... 2 F  
grèves de la faim.  
objection et répression.  
pour une conception dialectique de la non-violence.  
sur les postulats de l'anarchisme non violent.  
violence institutionnelle et violence contestataire.  
lettre de la prison de milan.  
la violence dans le monde actuel.
- 25 bis **L'objection de conscience en Espagne** ..... 1 F  
la campagne Pepe Beunza, premier objecteur de conscience non violent espagnol.  
la fête à Bourg-Madame.
- 26 ..... 2 F  
**César Chavez** : — présentation — le raisin — le boycottage — lettre de Chavez — après le raisin, la salade — prison.  
— l'anarchisme comme morale — nous voulons vivre en communauté — semaine d'action Robert Carlo — l'objection politique — l'objection en Espagne — le refus de l'impôt — vocabulaire.
- 27 **Le Living Theatre** ..... 3 F  
— historique — l'anarchisme — la non-violence — la révolution — le théâtre — rôle du théâtre d'avant-garde — théâtre et révolution — « changez le monde » — discussion avec Julian Beck — paradise now — bibliographie.

les C.S.O.C. (comités de soutien aux objecteurs de conscience),  
 objection politique ou politisation de l'objection ;  
 lettres et textes sur : — demande politique du statut — refus total de l'armée et du statut — désertion du service civil — politisation du service civil — politisation du service civil, etc. l'article 50 et la répression.

**Hors série : Pour l'anarchisme ..... 3 F**

**Que croient les anarchistes ?** libéralisme et socialisme, démocratie et représentation — état et classe — organisation et bureaucratie — la propriété — dieu et l'église — guerre et violence — l'individu et la société.

**Les divers courants de l'anarchisme :** l'anarchisme philosophique — individualisme, égoïsme, courant libertaire — mutuellisme et fédéralisme — collectivisme, communisme, syndicalisme, des différences minimes.

**Que veulent les anarchistes ?** l'individu libre — la société libre — le travail — le nécessaire et le superflu — la société du bien-être — le pluralisme — révolution ou réforme.

**Que font les anarchistes ?** l'organisation et la propagande — l'action.

... **Le tout 20 F**  
**ou plus.**

**33%** de réduction  
 pour toute grosse commande



« Anarchisme et Non-Violence » n'est pas seulement une revue; les camarades qui l'animent s'emploient à entretenir entre eux et autour d'eux un dialogue permanent.

Dans ce but les correspondants locaux se tiennent à la disposition de ceux qui à travers la lecture de la revue s'intéressent à ce courant de pensée et désirent s'associer de plus près à nos études, à nos recherches et à nos tentatives d'action.

## CORRESPONDANTS LOCAUX

**ARDENNES** : J. Turquin, 85, rte de Mézières, 08-Prix-lès-Mézières.

**BAS-RHIN** : P. Sommermeyer, 37, bd d'Anvers, 67 - Strasbourg.

**EURE** : M. Bouquet, 283, rue du Moulin-des-Murailles, 27 - Verneuil.

**PARIS** : A. Bernard, 22, allée de la Fontaine, 93 - Le Raincy  
J. Moreau, 168, bd Anatole-France, 93 - Saint-Denis.

**VAR** : M. Viaud, La Courtine, 83 - Ollioules.

**BELGIQUE** : F. Destryker, 2e, av. des Droits-de-l'Homme, 1070 - Bruxelles.

**SUISSE** : M. Enckell, 24, av. de Beaumont, 1012 - Lausanne.

Cahiers d'études trimestriels

Directeur de la publication : Patrice Haslin-Antona

ABONNEMENT CINQ NUMEROS : 10 F.

Prix du numéro : 2,50 F.

C.C.P. : Michel Bouquet, 2.244-87 H, Rouen

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trim. 72 — C.P.P.P. n° 42 954

Paris - Imprimerie La Ruche Ouvrière, 10, rue de Montmorency (3<sup>e</sup>)